

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE  
N° 639 - VENDREDI 20 DECEMBRE 1974 - 3,50 F



Tribune socialiste

# ts

dans ce numéro :  
Résolutions  
du IXe congrès



# Amiens : des voies ouvertes pour l'action

On a l'habitude, au PSU, de dire des congrès qu'ils ont été « difficiles, mais positifs ». Le congrès d'Amiens a-t-il été difficile ? C'est probable : on n'échappe pas facilement à d'aussi vieilles traditions... Mais nul ne peut nier son caractère positif. Permettre à un parti, dont l'avenir politique était mis en cause par sa direction sortante, d'affirmer non seulement sa vitalité, mais aussi sa capacité politique à aller de l'avant, était une gageure (du moins aux yeux de certains observateurs, sceptiques professionnels) — et cette gageure a été tenue.

Le PSU a affirmé sa vitalité : non pas à cause de la participation des 5 000 délégués dont **Le Figaro** l'a généreusement gratifié, mais parce que le congrès a montré que le potentiel militant de notre parti était non seulement intact, mais capable à nouveau de s'exprimer pleinement, dans le combat quotidien des travailleurs. Le refus de la dilution dans le Parti socialiste n'était pas une manifestation de conservatisme boutiqueur : il exprimait au contraire la volonté de ne pas s'associer avec ces notables toujours dominants au PS, et pour qui la lutte des classes n'est qu'un tremplin, un moyen d'accéder au pouvoir.

A la veille du spectacle assez affligeant donné par le débat sur la motion de censure, le congrès ne s'est pas contenté de dénoncer la résurgence des pires habitudes politiciennes, sans aucun intérêt pour le mouvement ouvrier. Il a ouvert des voies pour l'action, et il a exprimé la recherche collective d'une stratégie permettant d'insérer cette action dans la perspective de la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Lutter contre le plan d'austérité de la bourgeoisie : autour de ce thème, nous avons défini six objectifs de lutte qui permettent dès maintenant d'appuyer solidement le travail du parti. C'est autour de ces campagnes que peut s'engager le rassemblement sur la base du contrôle ouvrier et de l'autogestion, sur elles que doivent s'appuyer nos

propositions à l'ensemble des forces politiques et syndicales de la gauche.

Cette plate-forme d'action constitue un résultat important du congrès d'Amiens : rarement un congrès du PSU se sera montré capable de définir des objectifs d'action aussi précis et adaptés pour la période. L'orientation politique générale ne constitue pas un discours abstrait ou creux : elle prend tout son sens dans les luttes que nous allons engager. Devant la crise, de nouvelles responsabilités s'imposent à nous ; nous avons fait l'effort d'y répondre, de définir les moyens politiques d'y faire face, conformément à notre conception révolutionnaire de l'autogestion : l'élaboration ouverte d'un programme soumis à une large discussion ; la volonté de renforcer, non seulement nos propres rangs, mais de façon plus générale ceux du courant que nous représentons ; l'affirmation d'une véritable unité populaire comme condition du progrès de nos propositions.

Certes, rien de tout cela n'est figé. Comment en serait-il autrement alors qu'il s'agit d'imaginer de nouvelles réponses ? Nous avons à vérifier par l'expérience la justesse des choix que nous avons adoptés. C'est dire qu'en référence à la pratique quotidienne, le débat doit se poursuivre entre nous et avec d'autres, pour que cette nouvelle étape soit parcourue avec succès. C'est dire aussi que le PSU doit tirer les leçons d'Orléans et d'Amiens en manifestant à la fois son désir d'unité et sa volonté de s'appartenir à lui-même — c'est-à-dire d'appartenir à ses militants.

« Il y a du pain sur la planche », comme l'a constaté un quotidien. Pour les militants, comme pour la Direction nationale. Et dire que certains prétendaient que le PSU n'avait plus de rôle à jouer ! Devant l'importance des tâches définies à Amiens, le rôle de la Direction nationale est de donner à tous les militants les outils pour les mener à bien. Ce sera son premier souci.

Michel Mousel □

## Soutenons Didier Foucher

Le 19 décembre, Didier Foucher (de Nantes), l'un des quatre mutins de Frileuse a été jugé pour « refus d'obéissance » par le Tribunal permanent des forces armées de Reuilly (PARIS 12ème). Il sera ensuite jugé une seconde fois pour insoumission. Didier Foucher a besoin du soutien de tous, comme ses camarades em-

prisonnés : Pelletier - Ravet - Taurus dont le procès est fixé au 7 janvier 1975.

Continuons à recueillir les signatures à l'Appel pour la libération des soldats emprisonnés. (Envoyez les pétitions signées à TS qui transmettra).

## Motion sur la répression contre les paysans-travailleurs

Le Congrès du PSU mandate sa direction politique nationale et son bureau national pour prendre toutes les mesures matérielles, financières, et politiques, pour dénoncer la politique répressive du pouvoir capitaliste à l'égard des militants Paysans-travailleurs.

Le Congrès s'engage à mettre sur pied une campagne nationale pour dénoncer toutes les répressions dont seraient victimes les militants du secteur agricole.

Motion présentée par le camarade Aubineau, lui-même inculpé (et adoptée à l'unanimité par le congrès d'Amiens).

## à nos lecteurs

La présentation de TS a été quelque peu affectée, ces derniers temps, par la préparation du congrès du PSU. La grève des postes aidant, nous avons dû inclure dans le journal beaucoup (trop) de textes du débat interne du parti ; nous prions ceux de nos lecteurs qui ne sont pas passionnés par ce débat de nous excuser de cette inflation de motions et de résolutions.

Nous leur promettons que nous essaierons de ne plus recommencer ! Nous allons du reste met-

tre à profit la période de fin d'année pour réfléchir à une amélioration du journal et à la mise en place d'une équipe ; notre objectif est de tourner le dos à toute conception de l'hebdomadaire qui nous rapprocherait un tant soit peu du bulletin interne.

Pour mieux réfléchir... et pour vous laisser le temps de méditer sur les rapports de conclusions du IXe Congrès (voir dans ce numéro), nous allons nous interrompre pendant deux semaines. Le prochain TS sortira donc le vendredi 10 janvier.

Les documents du congrès seront publiés intégralement dans une brochure qui comprendra notamment la résolution politique et le texte complet de la résolution « Initiatives et propositions d'action ».



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Christian GUERCHE et Victor LEDUC.

Dir. publ. : André BARJONET 9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Composition : CADET-PHOTOCOMPOSITION

## Douze hommes... et notre colère

Pierre Goldman a donc été jugé et condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. A la lecture du jugement, le public des Assises, amis de Goldman, avocats, journalistes, badauds, tous confondus, ont été littéralement soulevés par l'émotion, puis par la colère. Pour ceux qui avaient suivi le procès, l'innocence de Goldman ne faisait pas de doute, et, jusqu'à la lecture du jugement, personne n'envisageait un tel verdict. Nous prenions conscience que, malgré toutes nos méfiances, nous croyions encore en la justice. La colère a été à la mesure de la brutalité du réveil. Nous scandions « jurés assassins », « fascistes », « Pierre est innocent ». Le tribunal est resté immobile, stupéfait, comme paralysé, pendant presque une demi-heure. Une manifestation dans un tribunal d'Assises ! C'est toute la mise en scène, tragique et grotesque, de la majesté de la justice qui est ébranlée. Mais, une fois qu'il s'est ressaisi, le président Braunschweig veut, paraît-il, entamer des poursuites contre les avocats et les journalistes qui ont participé à la manifestation...

Le procès Goldman est terminé. Maintenant commence l'affaire

Goldman. Les premières initiatives rencontrent un écho considérable (voir ci-dessous).

L'affaire Goldman intervient à un moment où toute la justice est remise en question par des groupes et des mouvements divers, y compris chez les magistrats eux-mêmes. Or le procès de Goldman met en lumière certains aspects particulièrement contestables de la justice d'Assises.

Le verdict d'un jury d'Assises repose exclusivement sur « l'intime conviction », c'est-à-dire que l'accusation n'est pas tenue de fournir la preuve de la culpabilité de l'accusé, ni même d'expliquer sur quoi se fonde cette « intime conviction ». Dans le cas de Goldman, « l'intime conviction » de l'avocat général et des jurés repose sur « la convergence des témoignages ». Pour établir cette « convergence », l'accusation a dû éliminer certains témoins, dont les témoignages n'étaient pas plus mauvais que d'autres, mais qui étaient contradictoires avec celui du témoin principal de l'accusation.

Savez-vous quelle est la valeur de ces témoignages qui peuvent en-

voyer un homme à la réclusion criminelle à perpétuité ? Un certain docteur Pluvillage témoigne avoir vu, de la fenêtre de son appartement, l'agresseur s'enfuir, à dix-douze mètres, précise-t-il. Vérifications faites, c'est de 45 mètres de distance que ce Pluvillage a « vu » un homme courir, un 19 décembre, à 8 heures du soir boulevard Richard-Lenoir, en pleine nuit. Et c'est cette vision fugitive qui lui permet d'identifier Goldman, quatre mois après, sans hésitation possible.

Et qui sont ces jurés dont « l'intime conviction » pèse si lourd ? Légalemment, tous les Français de plus de 30 ans, sans casier judiciaire, peuvent être choisis par tirage au sort comme jurés. De fait, les choses ne se passent nullement ainsi. Les listes sur lesquelles on tire au sort les jurés sont établies par les maires, assistés d'une commission de conseillers municipaux et de juges. A Paris, pour 2 millions d'habitants, il y a 1 200 noms sur cette liste. Et c'est seulement parmi ces 1 200 noms que l'on tire au sort. En somme, il faut aider un peu la chance si l'on veut être sûr du résultat, comme au tiercé. A Paris, où les maires ne sont même pas élus, on

peut dire que les jurés sont directement sélectionnés par le pouvoir. Ce sont des notables locaux, parfois à solide influence électorale, des retraités (souvent de la police), des hommes qui tirent honneur de ces fonctions et deviennent quasiment des spécialistes : il semble que l'un des jurés du procès Goldman siégeait pour la cinquième fois dans un jury d'Assises. Telle est la réalité de cette parodie de « présence du peuple » dans la Justice.

Aujourd'hui c'est Goldman qui est pris dans la machine. Mais il n'est pas un homme seul, dépourvu de moyens. Il peut se battre, on peut l'aider. Il faut le faire, pour ébranler cette machine effroyable dans laquelle nous pouvons tous être broyés un jour ou l'autre.

M.N.T. □

## Pour la solidarité, pour l'action

Deux textes d'appel circulent actuellement. Le premier, pour le Comité « Justice pour Pierre Goldman » note que la décision de la Cour « apparaît comme un réflexe de haine contre Pierre et ce qu'il représente... l'image du militant, du juif, de l'intellectuel, du jeune, de l'ami des Antillais ». Il proclame :

« Nous appelons, dans le cadre d'une commission d'enquête publique qui s'ouvre aujourd'hui, tous ceux qui ont été confrontés à ces rouages policiers et judiciaires à rapporter leur expérience en vue de la rédaction d'un livre blanc. (...) »

« Nous appelons tous ceux qui ont suivi sur place ou par la presse les débats de la Cour d'Assises à collecter et à transmettre tous les éléments qu'ils ont relevés, tous les détails comptent. »

« Pour toute initiative individuelle et collective, le Comité est prêt dès maintenant à fournir tous les éléments en sa possession. »

« Cet appel doit être largement diffusé par tous ceux qui se considèrent désormais comme les amis de Pierre Goldman. »

« Ecrivez à Pierre : Pierre Goldman 633609-2-87 - Prison de Fresnes, 94260 Fresnes. »

Adresse du Comité : Evelyne Goldman B.P. 127 - 92 Montrouge Téléphone provisoire LIT. 04.49 - CCP Mlle Prisca Bachelet - La Source 3196799.

Par ailleurs, un texte d'appel de « personnalités » a été établi :

**Les soussignés, qui ont pu suivre soit en personne soit par la lecture de la presse française ou par l'écoute des compte-**

Signatures déjà reçues :

André Barjonet, Pascal Gollet, Victor Leduc, Michel Mousel, Charles Piaget, Pierre Mendès France, Joseph Kessel, Claude Sautet, Patrice Chéreau, Jean-



**rendus radiophoniques le déroulement du procès de Pierre Goldman, s'indignent contre la décision d'un jury qui, alors que de l'aveu même de l'accusation, aucune preuve déterminante de culpabilité n'est ressortie des débats, a écarté toute possibilité d'innocence et a de ce fait refusé à Pierre Goldman le bénéfice du doute.**

Signatures et correspondances à faire parvenir à Josiane Moutet, 72 Champs Elysées Paris 8e, Tél. BAL. 41.84.

Michel Folon, François Périer, Eugène Ionesco, Régis Debray, Françoise Sagan, Yves Montand, Roger Planchon, Anne Philippe, Simone Signoret, Chris Marker, Ariane Mnouchkine, Myriam Anissimov, Pierre Gaudibert, André Cayatte, Jean-Marie Domenach, Philippe Sollers, Lulia Kristeva, Jacques et Yvonne Rispal, Siné, Aragon, André Gorz, Claude Estier, Jean-Paul Sartre, JJ de Félice, Alain Geismar, Agnès Varda, Pierre Guidoni, Roman Jacobson, Jan-kélévitch, Simone de Beauvoir.

JAMES SARAZIN

LE SYSTEME MARCELLIN

### La police en miettes

"un tableau effrayant, très sombre, mais sans aigreur. Le livre d'un critique, non pas d'un adversaire."

PHILIPPE BOUCHER  
(Le Monde)

QA

"QUESTIONS D'ACTUALITE"

dirigée par  
F.-H. de Virieu

GERALD MESSADIE

### La fin de la vie privée

"...On en sera peut-être là. On peut en être là dans dix ans."

PIERRE VIANSSON-PONTE  
(Le Monde)

GALMANN-LÉVY

# Les travailleurs de l'Hommelet

## défendent leur hôpital

Les travailleurs de l'Hommelet (hôpital psychiatrique de la région lilloise) sont en grève depuis près de 50 jours pour obtenir la garantie de leur emploi, ne pas laisser condamner un établissement de haute valeur technique et éviter qu'il ne profite aux intérêts capitalistes de la région.

Construit par une congrégation religieuse au début du XIXe siècle (les Frères Saint Jean de Dieu) il a été financé par des quêtes, des souscriptions et des dons publics. L'Hommelet est maintenant un domaine de 57 hectares en plein centre de la communauté urbaine de Lille, un hôpital de haute technicité qui sert de lieu de stage pour toutes les catégories d'étudiants en médecine de la spécialité, un hôpital de 1016 lits employant 670 travailleurs dans ses divers services.

La société Saint-Jean-de-Dieu a décidé depuis juillet 1971 de vendre l'hôpital.

Une ASRL (association d'action sanitaire et sociale) a été créée, pour gérer l'hôpital en attendant de l'acquérir. Elle est composée de notables choisis par cooptation, dont le président, homme très chargé, dirige également une des plus grosses banques régionales. Il gère aussi les fonds et prêts de la société. Il va de soi qu'aucun élu, représentant du personnel ou des familles des malades, ne participe à cette ASRL.

Comment cette ASRL comptait-elle racheter l'établissement ?

Vous devinez qu'il ne s'agissait pas de sortir de l'argent, mais de recourir à une location-vente de 110 millions par an sur 20 ans. Ces 110 millions se traduisant par une répercussion de 5,19 F sur le prix de la journée. C'était donc les travailleurs qui, par leurs cotisations, payaient aux notables un hôpital rentable.

Il ne s'agit plus maintenant de location-vente mais d'une simple location toujours comprise dans le prix de la journée. Mais le loyer, versé à un organisme non lucratif, doit permettre de faire les réparations, de constituer des ressources d'investissement pour des travaux de construction ou d'équipement. Or la société Saint-Jean-de-Dieu en fait à sa guise, sans se soucier de maintenir en bon état les bâtiments.

Le personnel demande la départementalisation de l'Hommelet.

Les biens sont ceux de la collectivité et aucune société n'a le droit de s'enrichir sur le patrimoine public. Le travail de l'Hommelet permettrait de décharger l'hôpital d'Armentières qui est surchargé : 1 000 lits et 2 400 malades et éviterait au département de construire un nouvel hôpital psychiatrique dans la région. Le personnel pourrait ainsi obtenir un statut et la garantie de son emploi. Il a fait appel au conseil régional qui doit statuer, cette semaine ou la suivante, sur le sort des travailleurs de l'Hommelet.

Combien de temps encore les capitalistes vont-ils laisser les travailleurs de l'Hommelet dans l'incertitude ? Il est plus facile aux autorités régionales d'envoyer leurs flics contre les travailleurs des PTT que de prendre une décision de cet ordre.

Deux réunions ont eu lieu, sur notre initiative, avec des camarades syndicalistes et politiques sur ce sujet : nous n'avons vu ni le PS ni le PC. Nous y avons décidé d'aider les camarades de l'Hommelet, grâce à une distribution de tracts au personnel et aux usagers des différents bureaux de la Sécurité sociale de Lille par exemple.

L'Hommelet n'est pas le seul hôpital de ce genre en France : il y en a à peu près 17 qui possèdent le même statut. Quelques-uns s'en sont déjà sortis par la départementalisation. Mais, si le personnel devient fonctionnaire, il reprend au premier échelon avec une ancienneté retrouvée de 4 ans maximum.

Le mouvement s'est d'abord traduit par une grève administrative, puis par une grève du zèle, et, enfin par une occupation des locaux avec le refus des nouveaux admis mais les soins nécessaires ont toujours été donnés aux malades.

Les travailleurs de l'Hommelet ont tenté de populariser au maximum leur lutte grâce à des affiches collées dans toute la région, à des manifestations et leur présence aux côtés des travailleurs des PTT. Toutefois, la communication avec les autres services hospitaliers (quelques grèves de soutien limitées) et la simultanéité de leur grève avec celle des camarades des PTT ont posé problème. Nous les soutenons dans leur lutte et leur fournissons l'aide qu'ils attendent.

Section PSU de Lille ■

## MANUEST

### La première vente

Ils sont 340 (sur 560) fermement décidés à sauvegarder leur emploi et leur outil de travail. Devant la lenteur des négociations (les pouvoirs publics veulent faire pourrir le conflit), ils ont organisé leur première vente « sauvage ». Une centaine de meubles « Sauvegarde », commandés lors de l'opération « portes ouvertes » de mi-novembre, sont, en effet, sortis de l'usine. Cette première vente est surtout destinée à marquer leur détermination et à influencer les pouvoirs publics.

Premier résultat, le conseil général, convoqué à l'initiative de la minorité de gauche sur les problèmes économiques et la dégradation de l'emploi, a voté une subvention de 30 000 F, soit le coût de la participation de MANUEST au salon du meuble à Paris. Celle-ci peut être l'occasion de contacter d'éventuels acquéreurs, de populariser un tant soit peu leur lutte.

D'autre part, la majorité du conseil général préfère braquer les feux sur MANUEST et ainsi éluder la situation générale de l'emploi dans la région.

Des contacts fréquents sont organisés avec les délégués de Lip pour collecter des informations, les demandes d'achat de meubles chez LIP et à Besançon. Les travailleurs de MANUEST font preuve d'organisation dans leur lutte : assemblées générales, commissions de travail, mais le poids du délégué syndical reste

déterminant. La production reste modelée sur les formes pratiquées avant la liquidation.

Cependant les travailleurs n'ont pas une conscience politique établie. Originaires du milieu rural, ou immigrés, ils sont en pleine recherche. Il envisageraient avec intérêt une solution de coopérative ouvrière, négociée avec l'Union des coopératives de France. Mais devant leur situation, ils ne peuvent se permettre de rejeter toute solution, même celle d'un patronat à visage social (les acquéreurs, notamment de l'étranger, ont opposé leurs refus).

Ils constatent la lenteur du ministère des Finances pour le déblocage de crédits malgré le fait que Poncelet (ex-député des Vosges) soit tenté de récupérer la lutte. Ce même Poncelet a insulté, lors du conseil général, les syndicats CGT et CFDT qui ne sauraient, selon lui, qu'organiser des processions derrière des banderoles, face à la crise de l'emploi, et qui ne se manifestent jamais lors de créations d'emplois.

Notre section du PSU de Neufchâteau apporte son soutien et participe au comité de soutien composé des partis de gauche et des syndicats (diffusion de tracts, collectes de fric).

Soutien financier : Giraro Camille, 88300 Neufchâteau CCP n° 1 342 42 R Nancy.

Fédération PSU des Vosges ■



# IXe Congrès

# Un parti tourné vers l'avenir

L'aspect le plus intéressant d'un congrès, c'est cette communauté de délégués venus de tous les coins de France. L'hippodrome d'Amiens a rassemblé, pendant les journées des 14-15-16 décembre 1974, à une véritable fourmilière. Ce fut un travail non-stop que les repas eux-mêmes n'ont pu interrompre : on pouvait suivre les débats, tout en mangeant, grâce à une « sono » efficace.

Aucun participant ne souhaitant présenter le rapport de l'ancienne direction, Pascal Gollet présenta immédiatement le rapport sur les activités de la DPP. Il expliqua que le choix du conseil d'Orléans était de remettre sur ses rails une stratégie révolutionnaire fondée sur l'autogestion socialiste « après le dérapage peu contrôlé vers la social-démocratie ». « Depuis 1968, note-t-il, j'ai assisté à bien des remises en cause du P.S.U. Certains de leurs auteurs sont allés compliquer le jeu déjà complexe de la social-démocratie et d'autres la géographie de l'extrême gauche révolutionnaire. Le P.S.U. quant à lui est toujours là... »

Le rapport financier était très attendu. Claude Moretti, qui le présente, met en relief le lourd héritage légué par l'ancienne direction.

## Il ne s'agit pas de marginalisation mais de rassemblement

Après force explications financières et juridiques, on passe aux textes d'orientation. Le « courant des assises » n'est pas représenté. Il revient au camarade Fontaine pour le courant du *Communisme autogestionnaire* de présenter son texte. Après avoir regretté les conditions de diffusion dudit texte, Fontaine développe son analyse des couches sociales, — distinguant « compétents » et « exécutants » — qui doit s'articuler sur l'analyse marxiste des classes. L'orientation de la DPP est défendue par Michel Mousel « Il ne s'agit pas de marginalisation mais de rassemblement. Le rôle de ce congrès est de montrer clairement que l'autonomie politique n'est pas contradictoire avec

une pratique unitaire... Il faut définir une véritable alternative politique révolutionnaire à la crise actuelle. Nous répondrons ainsi à l'attente de beaucoup plus de gens que le P.S.U. n'en compte dans ses rangs ».

Tout au long du congrès, on annonça l'arrivée dans la salle de nombreux invités. Le PSU a voulu ainsi marquer l'importance qu'il accorde à ses relations avec les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. La CFDT et la CGT étaient ainsi représentées. Dominique Taddei pour le PS, et Gremetz, membre du Comité Cen-



tral du PCF siégeaient à côté des délégués des groupes d'extrême-gauche : AMR, FCR, LO, et ORA. Le nombre important des représentants des mouvements étrangers manifestait le souci du PSU d'intégrer sa stratégie dans une perspective internationaliste.

Le représentant de l'OLP à Paris, Eddine El Kallak, devait insister sur le dernier succès diplomatique du mouvement palestinien à la conférence des Etats arabes de Rabat, à l'ONU et à l'UNESCO. Ensuite, le représentant du Rassemblement des Juifs antisionistes, reprit certains thèmes du représentant de l'OLP et réclama la prise en compte de la sensibilité juive dans le mouvement révolutionnaire français.

Le Chili était représenté par le Parti socialiste, l'I.C., le MIR et le MAPU, dont le secrétaire général Oscar Garretton passionna l'auditoire.

## Autonomie et pratique unitaire

Le débat général s'ouvre alors. Il est environ 17 heures. De l'avis de nombreux délégués, le principe de ce type de débat, où les orateurs ne peuvent pas se répondre les uns les autres, est à reconsidérer.

La commission de contrôle des mandats ayant établi son rapport, les votes peuvent ensuite intervenir. Le vote sur le rapport d'activité donne les résultats suivants ; rapport d'activité de l'ancienne direction : pour 10, contre 312, abstentions 25, refus de vote 75. Rapport

d'activité de la DPP, pour 347, contre 3, abstentions 36, refus de vote 39. La prise en considération des textes d'orientation aboutit aux résultats suivants : ancienne direction 5, texte Fontaine 13, texte DPP 354, abstentions 28, refus de vote : 19.

La journée de dimanche est entièrement consacrée aux commissions, qui se mettent au travail d'arrache-pied, commission des résolutions, commission d'initiatives politiques et propositions d'action, commission organisation-structures et groupe de travail sur le programme de transition.

sont chaleureusement applaudies par les congressistes.

## Unité d'action et unité populaire

Restait le gros morceau, le rapport de la commission des résolutions, présenté par Victor Leduc. Leduc insistait sur la ligne politique claire et cohérente du texte (voir pages 6 à 9). La fédération de la Loire-Atlantique proposait un amendement non contradictoire à son sens qui, « exclut une conception de l'unité qui est celle des accords au sommet avec les forces réformistes dans la période actuelle ». De son côté le camarade Berthinier (Rhône) présentait deux amendements, sur l'analyse du Parti socialiste, qu'il trouve simpliste dans le texte de la DPP, et sur le travail à effectuer en direction du courant autogestionnaire. Les amendements sont rejetés par l'assemblée plénière, sauf une partie du deuxième amendement Berthinier, qui est intégré au texte de la DPP. On passe alors au vote sur la résolution finale. Celle-ci est adoptée par 340 mandats, contre 13, 42 abstentions et 24 refus de vote.

André Barjonet lit un appel à l'élargissement du Parti (voir page 11), adopté à l'unanimité (moins cinq abstentions). Le problème des modalités de l'adhésion de l'AMR fait alors l'objet de deux propositions. Elles sont communes en ce qui concerne la diffusion d'un dossier d'information à l'ensemble du parti. Mais le texte soutenu par Gilbert Hercet demande que l'adhésion soit décidée par un Conseil national, estimant que seule cette procédure est démocratique. L'autre, soutenu par Michel Mousel demande que le Congrès mandate la DPN pour conclure les négociations. La proposition de Mousel est adoptée par 237 mandats contre 103 à la proposition Hercet, 35 abstentions et 11 refus de vote). Michel Fiant, du Bureau Exécutif de l'AMR, vient saluer le Congrès et exalte l'unité de vue des deux organisations. Le parti élit sa nouvelle direction et la commission nationale statutaire (voir page 10) qui groupe l'ancienne commission des conflits et l'ancienne commission de contrôle financier. Michel Mousel conclut enfin le congrès.

En définitive, il s'est agi d'un congrès difficile mais sérieux et efficace. Les préoccupations actuelles du parti sont tournées vers l'avenir. Les préoccupations de contrôle méticuleux de la direction, qui se sont manifestées, sont compréhensibles de la part de délégués et de militants qui, tous ensemble ont réussi à empêcher le dérapage vers la social-démocratie souhaité par l'ancienne direction. Restent à définir les termes du débat à l'intérieur du parti, avec une approche encore plus politique.

Alain Tlemcen □

## Commission nationale écologie

Le Congrès ayant accueilli favorablement la création d'une commission nationale Ecologie, celle-ci sera constituée incessamment sous l'autorité du secrétariat national. Les camarades intéressés peuvent écrire provisoirement à Jacques Thibault, commission Ecologie, 9 rue Borromée, 75015 Paris, pour prendre contact.

# Construire l'unité populaire pour

La crise du mode de production capitaliste est devenue une réalité autant évidente aujourd'hui qu'elle paraissait douteuse et incertaine il y a peu. Si la crise énergétique en a été le premier grand révélateur, elle ne constitue qu'un aspect d'une crise économique et sociale profonde qui affectera durablement le monde industrialisé.

Cette crise contribue dès maintenant à accentuer la lutte des classes sans qu'il soit possible d'en mesurer l'ampleur, de manière complète, et d'en déduire toutes les conséquences avec une exacte certitude.

## Une crise nouvelle structurelle et globale : un tournant dans l'histoire du capitalisme

Le capitalisme au plan mondial ne peut plus se reproduire sur les bases de la période antérieure. Le pillage des ressources énergétiques, puis de la main d'œuvre des pays sous-développés, le travail à la chaîne et la parcellisation toujours croissante des tâches, la consommation de masse suscitée et entretenue par l'idéologie de la croissance pour la croissance, sont remis en cause par :

— la formation, dans les pays du Tiers-Monde, de nouvelles bourgeoisies nationales qui tentent d'asseoir leur propre développement sur les revenus de leurs ressources énergétiques ;

— l'accentuation, dans les pays industrialisés, de la lutte des masses populaires pour de meilleures conditions de travail et de vie.

Il s'agit d'une crise structurelle contrairement aux crises classiques antérieures à la Seconde Guerre mondiale où la baisse des salaires et la diminution des prix (dans des proportions moins importantes) étaient les corollaires d'une chute vertigineuse de la production, de l'aggravation du chômage. Ni les phénomènes de récession globale ni l'accentuation actuelle du chômage ne freinent l'essor de certaines industries de pointe et l'emballage de l'inflation.

L'inflation ne peut plus être considérée comme une maladie conjoncturelle. Elle constitue un moyen fondamental de développement du capitalisme moderne, suscité par des facteurs complémentaires tels que :

— la restructuration du capital mondial sous l'impulsion des monopoles et notamment des firmes multinationales ;

— la croissance fantastique des dépenses improductives et notamment militaires ;

— la rotation accélérée des moyens monétaires grâce à l'utilisation de nouvelles techniques informatiques.

Enfin l'inflation qui permet aux monopoles le maintien de profits élevés se

heurte à une résistance accrue des travailleurs ; elle atteint des niveaux tels qu'elle devient un facteur de déséquilibre social inquiétant pour la bourgeoisie.

### 1- une crise globale

En tout état de cause, la crise du capitalisme est entrée dans une nouvelle phase. En effet, le mythe de la société intégrée est largement battu en brèche dans les pays capitalistes industrialisés. Il y a crise non seulement du mode de production, mais également du mode de contrôle social des activités de production et de consommation. Ainsi, la hiérarchie, la parcellisation du travail, la division des tâches sont de moins en moins acceptées par ceux qui les subissent. Si les conflits sociaux restent apparemment axés principalement sur les problèmes de rémunération et de pouvoir d'achat, les luttes ouvrières que la France a connues ces dernières années, ainsi que les grèves et conflits larvés qui ont secoué certains secteurs de l'appareil d'Etat (banques, magistrature, police, école, armée, PTT) témoignent du caractère nouveau et global d'une crise qui ébranle toutes les bases de la formation sociale française actuelle.

### 2 - Une crise qui ouvre des perspectives politiques nouvelles pour les gérants du capitalisme et appelle une riposte appropriée des travailleurs

Il serait illusoire, voire dangereux, d'en déduire que le capitalisme serait, « une fois encore », au bord de l'agonie. En effet, la crise peut être résolue par la création de nouvelles bases d'extraction de la plus-value et de nouvelles formes d'intégration des travailleurs.

Ces bases sont dès à présent en train d'être définies et renforcées, notamment par l'utilisation de nouvelles méthodes de travail (recomposition des tâches et suppression des chaînes), la compression de la production de biens industriels dans les pays capitalistes développés au profit des « services » et le développement de nouveaux centres d'accumulation dans les pays sous-développés.

Parallèlement, les monopoles cherchent de nouveaux débouchés dans les pays se réclamant du socialisme et inversement. L'URSS qui tire profit des hausses énergétiques et des matières premières n'a pas intérêt à ce que les structures capitalistes de l'Occident soient remises en cause.

La restructuration entamée à l'échelle planétaire entraînera la décomposition de certaines couches sociales par la mise en sommeil, voire la destruction, de secteurs entiers de l'économie.

Le coût social de cette restructuration sera très élevé. Il incite dès à présent la bourgeoisie à chercher des compensations en imposant des sacrifices aux travailleurs, aussi bien en termes d'emploi et de pouvoir d'achat, qu'en termes de pouvoir tout court.

A l'échelle française, la bourgeoisie a réussi jusqu'à présent à gérer politiquement la crise. Giscard d'Estaing, dont la politique est moins hésitante que ne le prétendent certains, exploite à fond la dramatisation de la crise pour imposer le refroidissement du plan Fourcade et les restructurations qu'il implique.

Cette politique est adaptée aux conditions spécifiquement françaises de la crise, marquées par un déficit extérieur de plus en plus inquiétant. C'est pourquoi la ligne adoptée par le pouvoir répond à deux objectifs complémentaires :

— réduire la consommation intérieure pour alléger le déficit de la balance extérieure par des exportations plus massives ;

— rendre le capitalisme français compétitif par rapport à ses partenaires européens.

ter une politique de chômage qui menace en priorité les immigrés.

C'est pourquoi le PSU condamne toute solution de gouvernement de centre-gauche chargée de gérer la crise.

Si la mise en échec de la politique économique et sociale du plan Fourcade-Giscard est notre tâche d'aujourd'hui, cette tâche est aussi d'œuvrer dans les luttes à la réalisation d'une véritable unité populaire capable d'affronter une situation de crise sociale et politique généralisée.



A ce sujet, les grandes opérations de restructuration engagées par Giscard (ex : fusion Citroën-Peugeot) permettent, en agitant le spectre du chômage et en mettant en œuvre une politique de chômage sélectif, de sortir les monopoles de leurs difficultés actuelles et de leur ouvrir la voie à de nouvelles activités génératrices de profits élevés.

En d'autres termes, il paraît peu probable que la crise s'accélère de manière imprévue, notamment sous la forme d'un arrêt généralisé de secteurs entiers de la production. La répression que nécessite une telle restructuration dans tous les secteurs de la production industrielle et agricole ainsi que de l'appareil d'Etat impose une riposte appropriée des travailleurs et des salariés dans leur ensemble.

La possibilité, pour la classe ouvrière et les autres couches salariées, de saisir cette crise comme **opportunité historique** réside dans sa capacité à passer d'une position de résistance à l'attaque capitaliste à une position **d'offensive et d'alliance** autour de la classe ouvrière.

Il est clair que les prochaines échéances se situeront moins sur le terrain électoral que sur celui d'une bataille sociale prolongée.

Dire que la restructuration capitaliste constitue le terrain sur lequel la crise du système est vécue directement par les travailleurs, c'est dire aussi que ce terrain est celui sur lequel doit s'organiser la lutte, notamment contre le plan d'austérité de Giscard, contre la mobilité forcée de la main-d'œuvre et contre les menaces de chômage qu'elle implique.

Il y a, en particulier, nécessité de renforcer la solidarité active entre tous les travailleurs français et immigrés, ainsi que le soutien aux luttes et organisations autonomes de ces travailleurs. Une telle action est d'autant plus urgente que, dans la période de crise que nous traversons, le pouvoir s'efforce de faire accep-

## 1. Unité populaire et unité d'action

Le passage au socialisme ne peut résulter que d'un large accord populaire. Seul un tel accord permettra de créer les conditions d'un renversement de la bourgeoisie. Le développement des luttes de masse en Europe occidentale ouvre à cet égard des possibilités nouvelles. Mais la construction d'une véritable unité populaire autour de la classe ouvrière ne naîtra pas spontanément, même si elle répond aujourd'hui aux aspirations d'un nombre croissant de travailleurs. Elle demandera encore de patients efforts et de nombreuses expériences de luttes.

Les couches populaires, frappées de plus en plus durement par une crise structurelle du capitalisme, ont vocation à rejoindre le combat de la classe ouvrière. C'est le cas aujourd'hui de la grande masse des travailleurs salariés de l'industrie privée, des services et de l'administration, des salariés agricoles et paysans qui choisissent le camp des travailleurs, le prouvent dans leur lutte et s'organisent en conséquence, des étudiants et de la jeunesse scolarisée sans débouchés, des milliers de femmes du peuple aspirant à leur libération.

Mais ce développement de l'unité populaire qui trouve aujourd'hui des bases objectives dans la crise se heurtera souvent aux conceptions de l'unité développées par les organisations de gauche, PCF et PS, sans lesquelles pourtant il serait illusoire d'espérer vaincre.

# instaurer le pouvoir des travailleurs

La réalisation de l'unité populaire s'appuie sur la conclusion d'accords d'unité d'action entre ces organisations qui contribuent à unifier le mouvement populaire pour mettre en échec le pouvoir de la bourgeoisie.

**1.1. L'unité populaire est nécessaire pour ébranler le pouvoir de la bourgeoisie ; la crise actuelle ouvre à cet égard de nouvelles perspectives.**

● **Seule la réalisation à la base, dans les luttes, d'une véritable unité populaire permettra d'ébranler le pouvoir de la bourgeoisie :**

— sans mobilisation populaire, une victoire électorale de la gauche n'ouvrira pas de perspectives de transformations révolutionnaires de la société ;

— l'unité populaire se construit à la base et dans les luttes. Elle aboutit à un combat frontal avec le capitalisme ;

— elle prépare la période de transformation révolutionnaire de la société.

C'est dès aujourd'hui qu'il faut rechercher dans les luttes, à partir d'objectifs et de formes d'action imposant les contrôles ouvrier et populaire, l'unification des militants de toutes les organisations de classe ;

— elle implique la constitution de l'unité de la classe ouvrière dans les luttes et le rassemblement autour d'elle, et sur ses objectifs, des couches populaires qui entrent dans le combat anticapitaliste.

● **La crise du capitalisme ouvre de nouvelles perspectives.**

La multiplication des luttes de masse en Europe occidentale a détruit l'image d'un capitalisme triomphant, capable d'intégrer, par une stratégie de croissance, des aspirations des travailleurs. Aujourd'hui, les capitalistes s'avèrent même incapables de maintenir la « croissance » au nom de laquelle ils exigeaient la passivité des travailleurs. L'accentuation de l'affrontement de classe conduit les travailleurs à prendre conscience de la nécessité de leur unité pour vaincre. Cette unité se construit à travers les revendications unifiantes (augmentations uniformes, garantie de l'emploi, titularisations, etc.) et la mise en œuvre de formes d'action assurant le contrôle collectif des travailleurs (occupations, assemblées du personnel, contrôle des cadences). Mais l'affrontement déborde le champ de la production industrielle pour atteindre l'ensemble de la vie sociale et créer ainsi les conditions d'une unification des couches populaires à travers les luttes pour le contrôle populaire.

**1.2. — Une unité populaire véritable ne se réalisera pas spontanément :**

La construction de l'unité populaire peut commencer à partir de formes de luttes et de revendications qui ne sont pas encore clairement anticapitalistes.

Tout mouvement unitaire des travailleurs et des couches populaires dont le développement, grâce à l'intervention des révolutionnaires, peut déboucher à terme sur des luttes et la constitution de comités de base et de masse, où s'ex-

prime l'autonomie des travailleurs en lutte, constitue pour les révolutionnaires un point de départ possible. Ces derniers doivent s'y insérer pour animer son développement et son orientation.

Ils doivent par des initiatives savoir en favoriser l'émergence. Des assises locales et départementales pour l'emploi ne débouchent pas immédiatement ou spontanément sur des luttes clairement anticapitalistes offensives et sur la constitution, à brève échéance, de comités de base. Ce genre d'initiatives, qui peut au départ ne pas réunir toutes les composantes, constituerait cependant un point de départ essentiel dans le travail des révolutionnaires pour la construction et le développement de l'unité populaire dans l'action et son orientation sur des bases anticapitalistes.

● **Le développement de l'unité populaire offensive et clairement anticapitaliste restera longtemps entravé par le poids du réformisme :**

— la volonté de changement profond de l'ordre social, telle qu'elle s'exprime dans les luttes, ne débouche pas automatiquement sur une prise de conscience claire de la profondeur des bouleversements politiques nécessaires ;

— cela suppose que nous sachions clairement apprécier le poids du réformisme et de ses organisations sur la classe ouvrière, et saisir toutes les occasions d'établir devant les masses, au sein des syndicats, mais aussi avec les militants du PCF et du PS, des échanges permanents dans le débat et dans les luttes ;

— nous devons sans cesse développer notre conception concrète de l'unité populaire par rapport aux perspectives offertes par les organisations de la gauche.

— Le PC, en lançant son mot d'ordre d'« union du peuple de France » a cherché à exploiter à son profit les contradictions au sein de la bourgeoisie et à l'intérieur de son appareil politique, tentant de s'appuyer, pour réaliser son compromis historique, sur les couches sociales qui restent les plus sensibles à l'idéologie nationaliste à coloration sociale développée par le gaullisme.

— Le PS, avec son opération « élargissement », préparée de longue date avec certains éléments de la direction de la CFDT et de l'ancienne direction de notre parti, a voulu renforcer ses bases dans une fraction de la classe ouvrière et surtout dans les couches techniciennes. Avec le « Projet de société » et les « Assises du socialisme », les dirigeants du PS ont cherché à justifier par une phraséologie autogestionnaire un décrochage à l'égard du Programme commun contre lequel était menée simultanément une critique de droite (cf. les articles de M. Rocard dans « Le Monde »). L'appellation lancée par Mitterrand aux « Assises » de « Parti des socialistes » achève de donner au PS le caractère d'un parti de type présidentiel s'adaptant à l'évolution même de la démocratie bourgeoise, avec des courants de droite et de gauche, mais où le premier secrétaire est, dans son parti, l'homologue d'un président de la Ve République, décidant seul des grandes options politiques.

Nous devons être capables de proposer des objectifs et des formes de lutte qui dépassent les recettes proposées par

ces organisations. Il s'agit de contribuer à l'expression autonome des travailleurs en lutte, condition d'une unité vivante.

● **L'unité populaire est en permanence menacée par la stratégie de division du pouvoir.**

— L'unité populaire est un objectif stratégique, elle n'est pas un acquis qu'il suffit d'entretenir et de capitaliser ;

— même si l'unité se réalise au cours d'une lutte ponctuelle, ou si elle progresse à l'occasion d'un conflit national, elle est sans cesse ruinée par la stratégie économique et politique du pouvoir ;

— en permanence, le pouvoir s'efforce de recréer au sein de la classe ouvrière et des couches populaires les conditions de la division (hiérarchie des fonctions et des salaires, développement de l'auxiliaire dans la fonction publique...);

— le gouvernement, qui gère pour le compte de la bourgeoisie l'introduction des travailleurs immigrés, les utilise en outre comme facteur de division du mouvement ouvrier ;

— en permanence, le pouvoir agit parallèlement en direction des organisations de gauche pour saper leur union. Il tente aujourd'hui de manœuvrer afin de faire gérer la crise par une fraction de la gauche.

Le PSU fera tout pour éviter une telle perspective dont les travailleurs feraient les frais.

**1.3 — Le développement de l'unité populaire passe par l'unité d'action avec les organisations de gauche.**

La mise en cause du pouvoir de la bourgeoisie exige à la fois la convergence, dans les luttes, des forces populaires et le rassemblement politique des forces organisées du mouvement ouvrier telles qu'elles sont.

Nous devons prendre en compte le niveau de conscience de la majorité des travailleurs soumis à l'emprise des organisations politiques réformistes. Une unité qui excluerait ces forces peut remporter des succès partiels ; elle ne pourra pas déboucher sur la défaite de la bourgeoisie. Mais la victoire décisive contre le capitalisme et son Etat ne sera pas obtenue tant que le rapport de force ne sera profondément modifié entre ceux qui entendent simplement les réformer et ceux qui sont résolus à les abattre pour instaurer le pouvoir des travailleurs.

● **accords unité d'action et unité populaire**

— l'exigence tactique d'accord d'unité d'action contribue à la stratégie de construction de l'unité populaire autour de l'axe de contrôle ouvrier et populaire ;

— pour se manifester, cette unité populaire exige un certain nombre de conditions : démocratie ouvrière à la base, définition d'objectifs concrets de lutte, remise en cause de la légalité dominante ; à Lip comme dans les banques, c'est la manifestation dans ces conditions de l'unité ouvrière et populaire qui a imposé en fait l'unité d'action des diverses organisations syndicales et politiques ;

— l'accord entre les organisations n'est jamais une condition suffisante pour la constitution de la mobilisation populaire ; mais à l'inverse, le désaccord peut être un facteur de blocage au développement de l'unité populaire. C'est pourquoi il convient d'utiliser chaque avancée de l'unité à la base pour contraindre les organisations à en tirer les conséquences.

● **La politique d'unité d'action**

— Plus que jamais, notre politique d'unité d'action définie une première fois au conseil national de novembre 1973 est d'actualité, mais par rapport au débat noué au conseil de Paris sur le pacte d'unité d'action, deux éléments fondamentaux doivent être pris en compte :

d'une part l'ambiguïté tenant au fait que la majorité de la direction de l'époque faisait manifestement du pacte la préparation de son introduction au P.S. a disparu, en même temps que ces camarades ont révélé leurs objectifs ;

d'autre part l'évolution des luttes à la base et de la conjoncture politique d'ensemble font qu'aujourd'hui la politique d'unité d'action n'est pas seulement acceptée théoriquement par le parti, mais mise en pratique concrètement par les militants dans les entreprises et dans les quartiers.

— Les leçons tirées des luttes (même si nous devons éviter d'étendre artificiellement au niveau national les conclusions tirées de quelques conflits exemplaires) aussi bien que quelques expériences récentes d'accords organisationnels, doivent nous aider à faire la différence entre la politique nécessaire de l'unité d'action et les mirages d'accords organisationnels, sans mobilisation populaire. Ainsi l'accord contre la vie chère de décembre 73, s'il a été conclu sur une plate-forme acceptable, n'a débouché sur aucune action de masse réelle.

— En réalité, tous les exemples récents le confirment, dans l'état actuel de la lutte des classes caractérisés par des luttes éclatées, par le développement de mouvements de masse autonomes dont le niveau de conscience et d'organisation est très variable, et surtout en l'absence de toute centralisation politique des luttes, les accords d'unité d'action doivent être envisagés en fonction d'une analyse sans cesse renouvelée des rapports de force sectoriels et globaux sur chaque front de lutte, et non comme l'application mécanique d'une politique d'union d'organisations dont les stratégies sont évidemment contradictoires.

**1.4. Nos propositions d'unité d'action**

Le développement des luttes de masse sur tous les fronts, dans une conjoncture difficile pour les travailleurs, révèle la possibilité pour les révolutionnaires de peser sur les forces réformistes, et fonde la nécessité de l'unité d'action pour faire échec au plan d'austérité du gouvernement.

Le PSU doit être prêt à saisir toutes les occasions de conclure des accords d'unité d'action, même sur des bases ponctuelles ou sectorielles, avec toute organisation disposée à le faire, dès lors qu'ils sont compatibles avec sa stratégie d'unité populaire.

Le PSU recherchera l'élargissement de l'approfondissement politique de ces actions unitaires limitées. Le débat qu'elles ouvriront permettra de progresser vers le rassemblement du mouvement ouvrier contre le pouvoir de la bourgeoisie.

La politique d'unité d'action ne peut plus aujourd'hui se borner à assurer la coordination du combat des travailleurs secteur par secteur ; elle doit s'attaquer à la politique de stabilisation du pouvoir et permettre aux travailleurs de lancer une contre-offensive générale.

Aussi, aujourd'hui, les conditions semblent réunies pour rechercher un accord politique et d'action contre le plan d'austérité, liant la défense de l'emploi et la lutte sur la consommation et le logement.

Pour sa part, le PSU propose six campagnes unitaires sur :

- la défense de l'emploi et restructuration ;
- le contrôle populaire sur le logement et cadre de vie ;
- le contrôle des prix : prix à la production et à la consommation ;
- la défense de la santé des travailleurs ;
- transports ;
- agriculture.

Le PSU recherchera la conclusion d'un tel accord avec la volonté de manifester le refus des organisations ouvrières de gérer la crise.

En permettant au mouvement ouvrier de s'attaquer de front et globalement à la politique de la bourgeoisie, en créant les conditions d'une puissante mobilisation populaire, il posera nécessairement le problème d'une alternative au gouvernement Giscard-Chirac.

### 1.5 - La stratégie d'unité populaire contribue à poser dès aujourd'hui le problème du pouvoir,

**L'unité populaire est la condition de l'instauration du pouvoir des travailleurs.**

C'est seulement lorsqu'elle aura consolidé son unité et rassemblé autour d'elle les couches populaires que la classe ouvrière peut espérer vaincre.

Les formes et les méthodes de son pouvoir s'ébauchent dès maintenant dans les luttes : assemblées générales, contrôle permanent sur les délégués ; c'est en aidant à leur émergence que nous préparons concrètement le pouvoir des travailleurs.

Surtout, c'est en attaquant dès aujourd'hui les formes de la division sociale du travail instaurée par le capitalisme que nous préparons les formes d'une nouvelle organisation du travail, adaptée au pouvoir des travailleurs.

**Unité populaire dans les luttes, bataille électorale et questions gouvernementales.**

La nécessité de contribuer patiemment au rassemblement des forces populaires sur une perspective révolutionnaire ne saurait être sacrifiée à la possibilité d'une éventuelle victoire de la gauche en termes d'hypothétiques prochaines élections. Entre les deux objectifs, il y a évidemment un lien dialectique étroit. Mais le premier est le seul qui prépare aujourd'hui l'affrontement décisif.

Les élections peuvent être un moyen de « déblocage » d'une situation politique et un élément de déplacement des rapports de forces.

Le PSU a toujours dénoncé comme erronée la conception d'un passage graduel au socialisme au moyen de la conquête légale du gouvernement, de l'utilisation de l'Etat bourgeois, et d'une politique de réformes progressives ne pouvant aboutir au mieux qu'à un aménagement de la société capitaliste. L'expérience chilienne a rappelé que la présence de partis ouvriers à la tête de l'Etat bourgeois n'en changeait pas la nature.

Il est clair en effet, dans les circonstances historiques présentes, qu'une victoire électorale de la gauche ne changerait rien aux structures fondamentales de la société capitaliste. Mais une telle victoire recèlerait une capacité considérable de mobilisation populaire.

Les affrontements électoraux sont, pour le PSU, l'occasion d'affirmer devant les masses sa stratégie de contrôle ouvrier et d'unité populaire. Sans privilégier l'hypothèse d'un premier ébranlement électoral du pouvoir, les révolutionnaires ne doivent pas esquisser le débat sur d'éventuels accords électoraux avec les organisations de gauche et sur une plate-forme gouvernementale.

Dans un tel débat, notre programme et nos actions autonomes, les confrontations que nous imposerons publiquement devant les masses, sont nos atouts essentiels.

Il est parfaitement évident que le poids du réformisme et l'ampleur considérable des désaccords stratégiques sont tels que le PSU ne sous-estime nullement les obstacles qui s'opposent à la conclusion de tels accords.

L'essentiel est de débattre publiquement avec les organisations réformistes devant les masses et dans l'action des problèmes fondamentaux qui se posent effectivement. Si ce débat est concrètement mené à partir des préoccupations des masses et des luttes contre le plan d'austérité de la bourgeoisie, la rupture éventuelle se fera dans la clarté.

Il apparaît parfaitement vain d'ouvrir aujourd'hui un débat théorique sur les conditions d'une participation à un gouvernement et sur les garanties à exiger de nos éventuels partenaires. Pour l'immédiat, nos rapports avec les forces de gauche et la discussion d'éventuels accords électoraux ne sauraient être définis en fonction de position de refus ou d'acceptation de principe. Seule l'appréciation de l'état du rapport des forces avec la bourgeoisie et au sein des forces populaires permettra, le moment venu, de poser concrètement le problème.

Dans de telles circonstances, nos choix s'inscriront dans notre stratégie révolutionnaire pour l'autogestion. Notre but est de favoriser l'émergence d'organes de double pouvoir, première étape de notre objectif stratégique qui demeure la conquête de tout le pouvoir par les organes que se donneront les travailleurs, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois qui ne se fera pas sans affrontement, la transition autogestionnaire au socialisme.

## 2 - Pour donner un sens à la victoire de l'unité populaire, il faut renforcer le courant révolutionnaire pour l'autogestion.

L'unité populaire nécessaire à la victoire du socialisme ne peut se faire que dans la direction de la classe ouvrière. Cette hégémonie de la classe ouvrière ne peut pas, bien entendu, se réduire au poids prépondérant d'un parti chargé de la représenter — qu'il s'agisse du PCF, du PS ou du PSU ou d'un autre parti ouvrier — Cela passe par l'autonomie de la classe ouvrière, par l'approfondissement d'une unité qui permet une progression politique collective.

Cette autonomie, cette unité profonde de la classe ouvrière se construit en particulier dans des luttes de forme et de contenu nouveau, démocratie, luttes anti-hiérarchiques, etc. Ces luttes de contrôle ouvrier se sont très largement développées ces dernières années : Péchiney, Joint Français, Lip etc. Parallèlement, l'hégémonie ouvrière s'est manifestée par la reprise, sur des terrains extérieurs à la production, de formes de luttes qui reprennent des aspects essentiels des luttes ouvrières nouvelles : démocratie collective à la base, auto-organisation, priorité au fait accompli par rapport à la négociation, extra-légalité.

« Il existe actuellement un véritable courant du contrôle ouvrier et de nombreuses initiatives se rattachant au contrôle populaire. Mais l'articulation entre l'un et l'autre reste encore à construire, ce qui entraîne leurs difficultés à s'organiser, à se coordonner, à trouver au-delà du terrain social, des débouchés politiques ».

Les Assises pour le socialisme ont tenté de répondre à cette exigence en la canalisant vers le PS. Mais la méthode utilisée (contrôle bureaucratique, démocratie dirigée, décisions prises d'avance, etc.) par delà des confrontations parfois enrichissantes, ne pouvait correspondre à l'acquis que constituent la nature et le contenu des luttes.

C'est donc une autre dynamique qu'il faut mettre en œuvre, qui constitue une tâche essentielle pour les militants du PSU, et peut contribuer à transformer le PSU lui-même.

**2.1 - Contribuer à la convergence politique de ceux qui se battent autour du contrôle ouvrier et populaire, dans la**

**perspective de l'autogestion socialiste.**

### Une dynamique nouvelle

Il ne peut s'agir de parachuter des formes d'organisation toutes faites, ni de créer des cartels inter-organisations, toutes conceptions qui bloqueraient dès le départ la plus grande masse de ceux qui sont concernés au premier chef.

a) L'axe de lutte central aujourd'hui est celui du contrôle des travailleurs dans comme hors la production. Si le contrôle doit être la base de la constitution du mouvement, celui-ci doit, dans sa nature comme dans sa dénomination même, lier cet axe avec le projet politique dont les luttes pour le contrôle sont porteuses : l'autogestion socialiste.

b) La base sociale de ce mouvement se pose donc : la classe ouvrière en



constitue le noyau central, l'existence d'un tel mouvement contribuant à l'unification de la classe ; l'ensemble des couches entrant actuellement en lutte sur les fronts dits « secondaires » en est partie prenante.

La « couche militante » visée comprend en son sein, certes les militants du PSU, des militants de la CFDT, mais aussi des militants de nombreuses organisations populaires ainsi que de l'extrême gauche organisée ou non, de la CGT, de la gauche du PS, du PCF. Il faut prendre en compte de façon franche et réaliste ces diverses appartenances avec tout ce qu'elles contiennent aussi bien d'enrichissant que de conflictuel.

c) Un tel mouvement se constituera surtout à partir de comités autonomes ayant leur physionomie propre par branches et par secteurs, et le plus souvent à partir d'initiatives (ex : débat dans une entreprise, action de circuits, etc.) S'il est nécessaire de l'ancrer profondément dans le champ de la production, ce mouvement sera le lieu d'articulation et d'unification des luttes de contrôle ouvrier et populaire, et devra par conséquent prendre en compte les possibilités de développement sur les autres fronts des luttes sociales.

Le problème qui se pose est celui des outils qui permettront le développement du mouvement : constitution pour les comités, de lieux de rencontre, d'échange et de réflexion sur le terrain de la production, mais aussi sur les autres secteurs (consommation, ville, formation, culture, femmes, paysans-travailleurs, minorités nationales) qui doivent favoriser la formation et le débat. Ainsi, l'un des outils spécifiques permettant le développement du secteur ouvrier, pourra être un « Centre ouvrier » ; il s'agira d'un service regroupant et diffusant toutes les informations sur les luttes menées par la classe ouvrière, sur les formes de luttes et objectifs, sur le soutien populaire, sur l'élaboration des mots d'ordre, sur la progression politique dans la lutte, etc., service proposé à tous les militants syndiqués ou non syndiqués, et favorisant



l'unification de la classe par les moyens mis ainsi à sa disposition. En aucun cas, un pareil centre ne pourra se substituer aux syndicats ou organisations politiques. Ce sera l'une des premières concrétisations de l'exigence de documentation, de coordination horizontale et de confrontation permanente rappelée par Charles Piaget à la Mutualité.

La dynamique ainsi créée par le bouillonnement et l'accélération du mouvement, l'élaboration d'une force politique de type nouveau sera plus que jamais à l'ordre du jour. Les tâches et les structures de cette force se préciseront à partir de la richesse des expériences du mouvement, dans cette structure collective d'un parti adapté et conforme à un projet autogestionnaire, le PSU a un rôle primordial à jouer.

## 2.2 - Engager la transformation du PSU.

Pour franchir une nouvelle étape en relation avec ce mouvement plus large, il faut que le PSU, tout en se renforçant, en manifestant sa volonté d'accueillir de nombreux militants, sache collectivement transformer ses structures et son fonctionnement. Il s'agit là d'un processus d'une autre nature que la simple remise en ordre statutaire immédiatement nécessaire (sur laquelle un rapport spécial sera présenté). Trois préoccupations principales doivent être prises en charge par tout le parti actuellement :

2.2.1. - Faire du secteur Entreprises son axe principal, non plus en paroles, mais dans les faits. Ceci pose à la fois le problème des structures de base, des moyens financiers, des permanents (au moins régionaux) pour le travail entreprises, de façon à ce qu'il ne soit plus un secteur parmi d'autres, mais tout simplement le centre de la vie du parti.

En ce sens, l'organisation du parti doit se faire au maximum en cellules, groupes et sections d'entreprises. Dans ces structures, la réflexion et le travail politique des militants d'entreprise se développeront plus aisément.

Toute aide matérielle et politique doit leur être apportée pour aider l'implantation dans ce secteur essentiel, donc prioritaire.

Cela ne veut pas dire que les autres secteurs d'intervention doivent être abandonnés ; au contraire ils doivent être renforcés, mais en même temps, beaucoup plus articulés avec le travail entrepris.

2.2.2. - Changer les modes de direction du parti tout en tenant compte des exigences d'efficacité. L'affirmation selon laquelle le parti doit être un « intellectuel collectif », c'est-à-dire : un lieu de réflexion, d'élaboration, d'expression et de mémoire collectif ceci à tous les niveaux local, régional et national, et un pôle politique et organisationnel de combat contre la bourgeoisie et pour le pouvoir aux travailleurs, doit prendre tout son sens dans son mode de fonctionnement.

Cela veut dire en particulier :

— des directions qui travaillent étroitement avec ceux qui font la vie du parti sur le terrain (principe à mettre en œuvre notamment pour la direction nationale, mais pas exclusivement sans doute) ;

— le dépassement des mécanismes de représentation et de contrôle de type largement parlementaire au profit de relations plus directement inspirées de notre projet autogestionnaire ;

— la recherche de la collégialité dans les organismes dirigeants eux-mêmes.

2.2.3. - Un effort continu pour mettre en cause, à l'intérieur du parti, le

décalque des rapports sociaux tels qu'ils existent dans la société civile. Certes, le parti ne peut pas se constituer en îlot où ces rapports auraient été abolis. Mais il doit les combattre, et se donner les moyens de le faire, ce qui est encore un bon moyen de préparer la révolution telle que nous le concevons. Ainsi doit-il ;

— par la formation, combattre les formes de domination culturelle de la bourgeoisie ;

— par les formes de discussion politique, garantir l'expression de chacun ;

— dans son expression, rechercher la diversification des moyens qui permettent de s'adapter à toutes ces « lacunes » possibles (de la bande dessinée à l'audio-visuel...) ;

— par son organisation, savoir répondre aux besoins réels et diversifiés de la vie militante (de la garderie aux loisirs...)

Tout cela est à préciser en expérimentant. Mais il faut s'y mettre. C'est aussi un moyen par lequel le projet autogestionnaire prendra valeur et crédibilité auprès des masses.

# 3. — Pour se renforcer, le courant autogestionnaire a besoin d'un programme de construction du socialisme par les travailleurs

Le IX<sup>e</sup> Congrès du PSU décide de lancer l'élaboration d'un programme de construction du socialisme par les travailleurs.

## 3.1 — Le but du programme: constituer un instrument d'une politique posant concrètement le problème du pouvoir.

« Les travailleurs ne pourront gérer eux-mêmes l'économie et la société, jeter les fondations d'une économie socialiste et d'une société évoluant vers le communisme, qu'après avoir détruit la machine d'Etat bourgeois, brisé la résistance des classes dirigeantes et des forces qu'elles influencent, fondé un nouveau pouvoir dont les objectifs, les moyens et les formes seront radicalement différents de ceux de l'Etat bourgeois ». (Manifeste de Toulouse). Le moment essentiel de ce renversement est constitué par la période de double pouvoir : celui que se donnent, de façon autonome, les travailleurs, et l'appareil d'Etat hérité de la domination bourgeoise. La naissance de ce nouveau pouvoir et cet affrontement ne peuvent se produire par génération spontanée.

Ils sont produits par la lutte, pour la satisfaction d'objectifs eux-mêmes hérités des luttes précédentes. C'est en ce sens qu'il y a continuité entre les luttes d'aujourd'hui et celles qui conduisent à l'affrontement final à la bourgeoisie, continuité qui était exprimée dans le titre du Manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ».

Le rôle du programme est d'explicitier, autant qu'on peut le faire maintenant, ce « pour ». Il apour fonction de partir des aspirations actuelles, concrètes, immédiates des travailleurs, pour leur faire expérimenter dans l'action et par l'action la nécessité d'attaquer puis de briser les structures du capitalisme, les privilèges et les bastions de la bourgeoisie. De ce fait, il ne peut qu'être révisable, puisqu'il ne peut d'avance prendre en compte toute la richesse en acquis nouveaux que le développement de la lutte de classe peut produire.

Ces précisions — que le programme lui-même devrait rendre évidentes — permettent sans doute de lever les difficultés de vocabulaire, et de le qualifier de « programme de transition », en sachant qu'il ne s'agit, ni du programme de la société de transition au communisme, ni d'une quelconque version de démocratie avancée.

## 3.2 — Le contenu du programme : exprimer une politique révolutionnaire de masse.

La question du programme a jusqu'à présent été abordée par le PSU « par les deux bouts », sans que le lien ait été fait explicitement entre les deux. D'une part, il a élaboré des perspectives essentielles de la société socialiste dans le Manifeste, qui ont le mérite de montrer clairement l'actualité du socialisme autogestionnaire ; d'autre part, il avait adopté en février 1971 un programme d'action qui tentait, selon une procédure nouvelle (les Assemblées ouvrières et paysannes, de recenser les objectifs de lutte actuels — ce programme a d'ailleurs été implicitement enrichi au fil des mois par l'action elle-même.

Le problème est donc aujourd'hui d'établir le pont entre l'immédiat et la perspective future. Deux écueils doivent toutefois être évités.

Le premier a trait à la question du gouvernement, qui doit être prise en compte conformément à notre stratégie de double pouvoir. On peut constater aujourd'hui clairement à quelles impasses on est conduit lorsqu'à partir d'une aspiration révolutionnaire on n'en conçoit plus la solution qu'en termes de gouvernement ; la préoccupation essentielle doit être de donner les moyens et les mots d'ordre de la mobilisation populaire. A l'inverse, ignorer les problèmes de gouvernement constitue une abstraction insensée. Au contraire, le programme doit les éclairer par ses objectifs, en indiquant ce qui est à mettre en œuvre, à soutenir, à imposer ou à rejeter dans l'action d'un éventuel gouvernement constitué par les organisations de la gauche ; il ne peut être « programme de gouvernement », mais il doit constituer le point d'appui essentiel de l'attitude à prendre à l'égard d'un programme de gouvernement ou de l'action gouvernementale elle-même.

Plus précisément l'élaboration du programme passe par la réponse aux questions suivantes :

1 — Sur quelles forces sociales, sur quelles alliances, doit reposer ce processus de conquête du pouvoir par les travailleurs ;

2 — quels mots d'ordre, quels objectifs intermédiaires doivent être mis en avant par secteurs pour engager une dy-

namique de mise en cause du capitalisme ;

3 — comment aborder et dépasser les principales contradictions d'une telle période :

a) — au niveau de l'affrontement inévitable des travailleurs avec la bourgeoisie et l'appareil d'Etat ;

b) — au niveau de la création des organes autonomes du pouvoir des travailleurs : peut-elle être aidée par l'action gouvernementale et comment ?

c) — au niveau des réactions du capitalisme international et de l'impérialisme, comme au niveau de la mise en cause de l'équilibre des forces et des zones d'influence à l'échelon européen et mondial.

Le second écueil concerne l'organisation même du programme. Il ne peut être constitué par la seule juxtaposition d'intentions, par catégorie de problèmes. Trop de programmes des organisations ouvrières se présentent comme des catalogues, même lorsque le catalogue lui-même ne manque pas d'intérêt (c'est le cas par exemple du document du CN de la CFDT d'avril 74 sur les « objectifs de transformation significatifs », alors que

1) — l'unité du programme doit être constamment fondée sur le rapport de chacun des objectifs avec la stratégie ;

2) — sa nature profondément politique doit être assurée par la cohérence et l'articulation de l'ensemble des objectifs ;

L'une et l'autre de ces exigences doivent être satisfaites par le rôle spécifique du parti à l'égard du programme ; c'est là qu'il peut jouer pleinement son rôle d'intellectuel collectif.

## 3.3 — La méthode.

Pour que ce programme puisse prendre en charge les objectifs, les aspirations qui se manifestent dans les luttes, il doit être élaboré avec ceux qui se battent contre le capitalisme sur tous les terrains : économique, social, idéologique, etc. sur l'axe du contrôle ouvrier et populaire. C'est pourquoi

● une ébauche partant des acquis du parti — définis notamment dans le Manifeste de Toulouse — sera établie par la DPN en liaison avec les secteurs d'intervention ;

● les cadres de discussion devront être rapidement mis au point avec la collaboration de militants de syndicats ou de mouvements de masse extérieurs au PSU ; plusieurs circuits de discussion devront être mis en œuvre ;

— les lieux et les moments où se développent des luttes sur la base du contrôle ;

— les assemblées-débats, à tous les niveaux, où seront discutées les conséquences de la crise actuelle ;

— les structures naissantes du mouvement large, que cette discussion même aidera à se développer ;

● l'intervention du parti consistera à rassembler à tous les niveaux le produit de cette discussion, et de travailler à sa cohérence stratégique et politique. Le résultat final de ce travail sera lui-même retransmis auprès de tous ceux qui auront, à des titres divers, participé à son élaboration ;

● un conseil extraordinaire ou un congrès sanctionnera, avant la fin de 1975, l'ensemble de ce processus par l'adoption du programme.

# Direction politique nationale

ALLEE Jacqueline (R.P.) Femmes ; ARNAUD Claude (Ardennes) Ecole, Cadre de vie ; ARTHUYS Jean (Essonne) Organisation ; BARJONET André (R.P. — D.P.P.) Questions sociales ; BERGER Christian (R.P.) Expression Extérieure - Organisation ; BERTHINIER Jean (Rhône) Formation ; BOURDET Claude (R.P.) Expression extérieure ; BOUCHARDOT Huguette (Loire) Ecole - Femmes ; BROUELLE Jean Yves (M et Moselle) Entreprise ; BOISGIBAUT Josette (Var) Femmes ; BILLANG Nicolas (Doubs) Entreprise ; BILLAUDOT Bernard (Isère) Formation - Entreprise ; CHAMPLAIN J. Claude (R.P. - D.P.P.) Organisation ; CORNEAU Yves (Yvelines) Entreprise ; CEVENNES Jean (Essonne) Ecole - Education ; CRAIPEAU Yvan (Alpes Maritimes - D.P.P.) Formation, Expression extérieure ; DALBERT François (R.P.) Formation ; DANTO Guy (L. Atlantique) Entreprise ; DEMALDENT Jean Marie (R.P.) Formation Expression extérieure ; DEPAQUIT Serge (RP - DPP) Expression extérieure ; DESMOULINS François (RP - DPP) International ; DWORNIK Jacques (Aisne) Entreprise ; FAY Victor (RP - DPP) Expression extérieure - formation ; GENTES Mars (Drôme-Ardèche) Entreprise ; GALAUP Jacques (Côtes du Nord) Cadre de vie ; GILLET Jean-Claude (Fédé Catalane) Organisation ; GOLLET Pascal (RP-DPP) Formation ; GILLET Maguy (Fédé Catalane) Femmes - Ecole ; GUILLIEN Maguy (Alpes Maritimes) Agriculture ; GOMES Jean (Corrèze) Entreprise ; GUERCHE Christian (RP - DPP) Expression extérieure ; HERCET Gilbert (RP-DPP) Expression extérieure - International ; HUBI J. Claude (Val d'Oise) Formation ; JOXE Cécilia (R.P.) International ; JUGE Daniel (R.P.) Entreprise ; JUNG Armand (Bas Rhin) International ; KOESLER Claude (Aude) Entreprise ; LAFARGUE Jacky (Midi Pyrénées) In-

ternational ; ESTEVE Gilbert (R.P.) Commission Economique ; LAUDOUZE André (R.P.) International ; LEDUC Victor (RP - DPP) Expression extérieure - Formation ; LESUD Denis (RP) Entreprise ; LEHELON Bernard (Charentes) Agriculture ; LESTOQUARD Jean (Midi Pyrénées) Entreprise ; LETOCQUIN Hervé (RP - DPP) Organisation - Finances ; LETERTRE Lucien (Sarthe) Entreprise ; LONGPUECH Daniel (Midi Pyrénées) Agriculture ; LOSSELIN Ginette (Nord Pas de Calais) Entreprise ; MOUSEL Michel (RP-DPP) Expression extérieure ; MATHIEU Hélène (RP) Ecole (étudiants) ; NADAL Philippe (Hérault) Ecole (étudiants) ; PALLIER Gilbert (RP - DPP) Organisation ; PETIOT Geneviève (RP - DPP) Ecole - Armée - Femmes ; PIAGET Charles (Doubs - DPP) Entreprise ; PICQ Robert (Nièvre) Cadre de vie ; PRINGOT Gérard (Val d'Oise) Organisation - Entreprise ; PROUTEAU Lionel (Loire Atlantique) Formation - Entreprise ; RAVENEL Bernard (RP - DPP) International ; REGNIER Pierre (RP - DPP) International ; REGNIER Pierre (RP - DPP) Entreprise ; ROCHEBRUNE Baudoin (Indre et Loir - DPP) Entreprise ; SCHULBAUM René (Hte Marne - DPP) Organisation ; SERVANT Michel (Côtes du Nord) Cadre de vie ; SPROGIS Eric (Nord Pas de Calais - DPP) Cadre de vie, Front culturel ; SILVESTRE Claude (Marne) Entreprise ; SAPHY Emile (Lot et Garonne) Agriculture ; TEILLARD Daniel (Côte d'Or) Entreprise ; TLEMENEN Alain (RP) Expression extérieure ; TURQUAN François (RP - DPP) Formation - International ; VARAGUE Lucien (RP) Organisation ; VERDIER Bertrand (Midi Pyrénées) Cadre de vie - Minorités ; VERGER Jean (RP) Expression extérieure ; VERICEL Daniel (Rhône) Cadre de vie ; WEIDMANN Claude (Hte Marne) Femmes.

## BUREAU NATIONAL

Huguette Bouchardot, Jean-Claude Chamblain, François Desmoulins, Serge Depaquit, Christian Guerche, Maguy Guillien, Hervé Letocquin, Geneviève Petiot, Gilbert Pallier, Bernard Ravenel, Pierre Regnier, René Schulbaum, Alain Tlemcen, François Turquan, Lucien Varague.

## Secrétariat national :

André Barjonet, Pascal Gollet, Victor Leduc, Michel Mousel, Charles Piaget.

Secrétaire national honoraire : Edouard Depreux.

## COMMISSION NATIONALE DES STATUTS

Pouplard André, Godineau Dominique, Pujol Bernard, Barnier Jean, Jollin (région parisienne), Denis (Orne), Moretti Claude (Corrèze), Bellet Jacques (Hérault), Meyer Norbert (Haut-Rhin), Forchandre Jean (Hte Marne), Comparat Vincent (Essonne), Riondel Maurice, Chambeau Jean, Rival Robert, Lemou-Louise (région parisienne).

## P.S.U. — Documentation

### Vient de paraître

N° 70-71-72 coopération ou néo-colonialisme F. 4.00  
N° 73-74 animation de la réunion de section F. 3.00

Numéros disponibles :	révolutionnaire et l'Université	3.00	N° 65 - 66 Matérialisme Dialectique et Matérialisme Historique	2.50	
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2.00	N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile	1.50	N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation	4.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2.00	N° 51 Le recrutement	1.00		
N° 26 Rosa Luxemburg	1.00	N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école	3.00	Abonnement : 20 N°	F 30.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	2.00	N° 62.63.64 Le Capitalisme et la Fiscalité	4.00	A adresser à :	
N° 42.43.44 Le mouvement				Editions Syros	
				9 Rue Borromée. 75015 Paris	
				C.C.P. 19 706 28 Paris	

## Dossiers de formation

N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier  
N° 6 Vie, animation et structures du P.S.U.  
N° 7 Lutte, Contrôle et Auto-gestion, les réponses du P.S.U.  
La série des 3 N° : F 8.00  
Commande et règlement à adresser à : Edition Syros

# Pour l'élargissement du parti

Lors de son Conseil National de Paris, notre Parti affirmait : « En se prononçant, à l'issue de son congrès de Toulouse, pour l'autogestion socialiste, en l'adoptant la stratégie du contrôle ouvrier et populaire, le PSU a fait un choix fondamental.

Le mouvement socialiste autogestionnaire est aujourd'hui confronté à de lourdes responsabilités dans les luttes sociales et politiques. Pour les assumer, il a besoin d'une force politique révolutionnaire implantée dans les masses populaires.

Pour parvenir à la construction d'une telle force, le PSU est prêt à mettre en cause ses structures et ses modes d'intervention.

Pour les adapter à la finalité et à la stratégie autogestionnaire le PSU rejette aussi bien le modèle social démocrate que le modèle centraliste autoritaire. Il veut offrir aux militants la plus grande capacité d'élaboration et de décision, et pour y parvenir, développer à tous les niveaux de son organisation, sur tous les plans, l'information, la libre circulation et confrontation des idées...

Mais cet objectif ne dépend pas que de lui. Il dépend aussi de tous ceux qui sont engagés avec lui dans la voie de l'autogestion socialiste. »

Le PSU constate aujourd'hui que le nombre de militants ayant fait ce choix ne cesse de croître. Les luttes ouvrières des dernières années ont montré qu'à travers la définition d'objectifs de contrôle sur la production et les conditions de travail, le développement de moyens d'action propres à les imposer et le respect de la démocratie ouvrière, de nombreux tra-

vailleurs se situent dès à présent dans la perspective qui est la nôtre et jugent nécessaire de dépasser les limites du combat syndical.

Les luttes menées contre la main-mise du capitalisme sur l'agriculture prennent un caractère non plus seulement anticapitaliste, mais révolutionnaire.

Le combat des femmes pour leur émancipation, la volonté exprimée par de nombreux enseignants et de jeunes scolarisés de remettre en cause les structures du système bourgeois de formation, la lutte contre la destruction par le capitalisme des ressources naturelles, les luttes des minorités nationales convergent, mettent en cause la société bourgeoise et posent le problème de la construction d'une société socialiste, fondée sur le principe de l'autogestion.

Le PSU appelle tous les militants conscients de la nécessité de la construction d'une force révolutionnaire et autogestionnaire à le rejoindre. Il affirme que son propre élargissement n'est pas une fin en soi, mais la première étape de la constitution d'une telle force, à travers une large discussion sur les conditions de la conquête du pouvoir par les travailleurs et sur un programme de transition et d'édification du socialisme.

Il se déclare résolu à s'ouvrir à tous ceux qui sont prêts à participer au combat commun, comme par exemple il l'a fait il y a un an avec les Centres d'initiative communiste et comme il entend le faire dans sa démarche actuelle avec l'Alliance marxiste révolutionnaire.

# Enquête sur les congressistes

Premiers résultats sur 248 questionnaires dépouillés.

## Sexe

femmes 16 %  
hommes 84 %

## Age

Moins de 20 ans 4 %  
de 20 à 29 ans 44 %  
de 30 à 39 ans 28 %  
de 40 à 49 ans 16 %  
de 50 à 59 ans 6 %  
60 ans et plus 2 %

## Niveau d'enseignement

Primaire 7,5 %  
Primaire supérieur 2,5 %  
Technique ou commercial 11 %  
Secondaire 19 %  
Supérieur 60 %

## Religion

Catholiques pratiquants 11 %  
Catholiques non pratiquants 14 %  
Autres religions 2 %  
Sans religion 73 %

## Profession

(sur 216 réponses)

professeur du secondaire 29  
employés de bureau 22  
ouvriers 19  
instituteurs 16  
ingénieurs 16  
cadres 12  
techniciens 11  
agents administratifs 10  
maîtres auxiliaires 9  
surveillants 8  
éducateurs 7  
comptables 7  
professeurs CET 6  
agriculteurs 5  
dessinateurs 5  
étudiants 5  
chercheurs 5  
vendeurs 5  
divers 22  
sans profession et chômeurs 8

## Appartenance syndicale

(pour les syndiqués)

CFDT 50 %  
SGEN 22 %  
CGT 10 %  
FEN 10 %  
Divers 8 %

Lisez le dernier numéro du **Courrier des Entreprises** avec au sommaire :

- 1) contre le chômage, quelle garantie ?
- 2) Houillères de Lorraine : rien n'est réglé
- 3) où va la CFDT ?
- 4) union CGT-CFDT ; les impasses du réformisme
- 5) réponse à Georges Sarre

Abonnez-vous ou retirez le à la librairie de TS

# Initiatives et propositions d'action

Face à la crise, au plan cohérent de la bourgeoisie, le plan d'austérité, une riposte politique, cohérente et unitaire, s'impose. La commission propose donc au parti de lancer une campagne d'action, de lutte, contre le plan sur les secteurs suivants.

Ces propositions d'action\* s'adressent à l'ensemble des organisations ouvrières : les travailleurs ne pourront vaincre que s'ils s'unissent ; l'unité d'action anticapitaliste s'impose plus que jamais. Le PSU devra œuvrer sans relâche à sa réalisation.

\* Une commission Santé a fonctionné pendant le congrès, centrant son travail sur les points précis entrant dans le cadre de la lutte contre le plan d'austérité. Une réunion nationale du secteur Santé du PSU se tiendra à la fin du mois de janvier. On peut dès maintenant indiquer qu'une campagne d'action sur l'axe général du contrôle populaire sur la santé devra prendre pour thèmes le contrôle sur l'hospitalisation, la médecine du travail, la Sécurité sociale, l'avortement.

## Agriculture

### 1. Rémunération du travail.

Poser le problème du prix en fonction du total prix de revient + salaire : prix agricole garanti avec quantum. Le problème de la lutte sur la rémunération du travail rejoint les luttes ouvrières sur les salaires contre la hiérarchie.

### 2. Lutte pour garder l'outil de travail (foncier)

Lutte sur le contrôle foncier. Prix des terres, du fermage. Lutte pour la répartition du foncier. La lutte pour garder l'outil de travail rejoint la lutte des ouvriers contre les licenciements dus à la restructuration du capitalisme, restructuration du capitalisme qui équivaut à la mise en pratique du plan Mansholt en agriculture.

Lutte contre l'exode rural, Larzac etc... et la désertification du monde rural qui rejoint la lutte des ouvriers

quand l'exode rural s'intensifie dans une région, les travailleurs se battent pour la sauvegarde de l'emploi ; donc il doit y avoir liaison ouvriers-paysans.

### 3. Lutte pour la qualité de la vie dans le secteur

Contre la disparition des écoles communales, des P et T, services publics, due à la loi du système qui, au nom de la rentabilité, détruit un peu plus la vie sociale dans les communes rurales (manque d'écoles maternelles, transports d'enfants longs et fatiguants du fait de la réorganisation de l'enseignement primaire dans le monde rural).

Scolarisation déficiente.

### 4. Travailler dans les organisations syndicales

A orientation anti capitaliste pour faire avancer nos propositions. (Paysans-Travailleurs, Modef, minorités locales FNSEA, CNJA).

## 5. Engagement du P.S.U.

Rencontre du Bureau national avec les Paysans-Travailleurs, pour la riposte à la répression, solidarité militante et financière.

### Logements - transports

La sous-commission « logements-transports » propose les campagnes d'actions suivantes :

#### Sur le logement :

1) Pour un moratoire sur les loyers des chômeurs recensés en 1974.

2) Pour la mise en location immédiate du parc de logements invendus et prêts à l'habitat et ceci à loyer accessible (10 à 20 % du salaire suivant une échelle à fixer).

3) Pour un contrôle des comités populaires de locataires sur toutes les charges locatives (notamment chauffage) avec blocage éventuel du paiement en cas de refus.

4) Pour une action commune avec les fédérations syndicales du bâtiment visant à établir :

- a) un contrôle de la qualité de la construction
- b) un contrôle sur le coût réel de la construction.

5) Pour une campagne systématique d'information sur les plans d'occupation des sols, permettant de connaître, dès le début du processus, les projets de restructuration de l'habitat et de l'environnement.

6) Pour une large campagne populaire sur les thèmes fixés par les dernières assises du logement social :

- refus de sacrifier la construction sociale,
- refus du ralentissement de la construction des équipements collectifs (notamment socio-culturels et foyers de célibataires).

#### Sur les transports :

7/ Contre le démantèlement des services publics de transport (urbain, inter-urbain, centre-banlieue, ramassage scolaire, suppression des voies ferrées secondaires).

8 / Pour l'adaptation des réseaux de communication (y compris les voies routières) à la restructuration de l'habitat : cas des villes nouvelles, des banlieues.

9 / Eventuellement, si les pouvoirs publics décident une augmentation des tarifs des transports, tous les contacts devront être pris afin de développer un mouvement populaire de refus analogue au « mouvement de désobéissance civile » du nord de l'Italie.

### Contrôle des prix

#### Avec qui travailler

Ne pas se limiter aux organisations « spécialisées », mais nécessité de travailler avec des U.L. syndicales (ex. de circuits courts dans la région parisienne) et des syndicats des vendeurs des grands magasins

- comités de locataires et associations locales
- des groupes de femmes, mais non prises comme des « ménagères » « spécialistes » de la consommation familiale : ce sont des travailleuses, ou elles sont liées — socialement — aux travailleurs ;
- les partis politiques de gauche,
- C.P.E. (cf. contrôle des prix des cantines)
- les Paysans-travailleurs (cf. circuits courts déjà cités) dans le secteur agricole ;
- les syndicats par branches (cf. problèmes des transports, automobile, etc...)

#### Objectif central

1° axe : étude des secteurs touchés (bâtiment - automobile - agriculture).  
Lier le contrôle ouvrier à la production et le contrôle populaire à la consommation :

2° axe : tous les objectifs des circuits courts :

- prise en charge collective
- lien aux producteurs (secteur agricole, secteur entreprise)
- formation des prix.

3° axe : problème d'orientation de la production, articulé autour des secteurs de production particuliers : production pour l'armée, l'automobile, la pharmacie :

- tiers-payant systématique,
- contrôle sur les prix des produits pharmaceutiques par l'intermédiaire des travailleurs de cette industrie,
- campagne contre la baisse du taux de remboursement de la SS,
- déplaçonnement,
- gratuité totale des soins aux chômeurs,
- remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale,
- budgétisation des centres sociaux pour avortement et leur contrôle,

réformes à court terme :

- dégager les médecins du travail de l'emprise financière des patrons en les faisant employer par les Comités paritaires, par exemple, où les travailleurs peuvent exercer un contrôle, le financement restant à la charge de l'entreprise ;

#### Proposition de campagnes d'action

- les circuits courts : déterminer les régions d'action, les secteurs d'action.

Le secteur alimentaire est prioritaire, mais il ne faut pas oublier que d'autres secteurs peuvent être concernés (ex : Lip). D'où il faut étudier la possibilité d'étendre les circuits courts à d'autres secteurs. Mais lesquels ?

- campagne d'information sur les prix,
- il faut se construire un outil efficace pour fournir les informations par secteur,
- contrôle des prix des cantines scolaires et autres,
- lier les problèmes de l'automobile à ceux des transports et de l'urbanisme,
- étudier des secteurs nouveaux : textiles, produits pharmaceutiques,

— lier les problèmes des charges locatives et des prix de logements à ceux des prix des terrains agricoles en bordure des villes et à ceux de l'emploi dans le bâtiment.

### Emploi — pouvoir d'achat

Nous affirmons le droit à l'emploi pour tous.

La classe ouvrière se doit de répondre d'une manière offensive à l'attaque généralisée dont elle est victime.

Dans ce cadre le PSU propose les mots d'ordre suivants :

#### I — L'emploi

1) Refus des licenciements (individuels ou collectifs, déguisés ou directs) :

- refus de toute perte de ressource, perte de qualification,
- refus de l'aggravation des conditions de travail et des cadences, de la déportation (mobilité de la main-d'œuvre),
- le statut de chômeur, même amélioré, ne résoud d'aucune façon l'emploi pour tous.

2) Réduction du temps de travail sans perte de ressource :

- par la diminution hebdomadaire globale des heures de travail,
- par la cinquième semaine de congés payés,

- par l'abaissement de l'âge de la retraite,
- par l'interdiction des heures supplémentaires ;

3) Baisse des cadences :

4) Titularisation immédiate dans la fonction publique de tous les auxiliaires ;

— suppression du travail intérimaire par l'intégration des travailleurs concernés dans les entreprises où ils travaillent ;

— assurance de ressources annuelles normales aux travailleurs saisonniers ;

— suppression de toutes les restrictions concernant les travailleurs immigrés : contrat de travail provisoire — cartes de travail et séjour — égalité des droits syndicaux et politiques pour les travailleurs immigrés.

5) Création d'emplois :

— dans les endroits où des entreprises disparaissent,

— dans les régions que le capitalisme a lui-même transformées en régions sous-développées,

— par le renforcement des effectifs dans les secteurs jugés non rentables : santé, enseignement, animation socio-culturelle, fonction publique, etc...

— remise en cause de la nature des produits fabriqués, produits dont l'utilisation a été rendue indispensable par le capitalisme,

— refus du démantèlement des services publics (ORTF, PTT, etc...)

6) Droit à l'information totale sur la situation de l'entreprise — ouverture des livres de comptes des sociétés avec suppression du secret commercial ;

7) Organiser ceux

- chômeurs
- jeunes sortis des CET, des universités, etc...
- femmes qui ont besoin de prendre ou de reprendre une activité,
- qui n'ont pas d'emploi, en liaison directe avec ceux qui travaillent.

Mise en place, à partir des situations aux besoins de sites régionales pour l'emploi.

#### II — Formation

— refus de la formation, adaptation aux besoins de l'industrie, tant par le système scolaire que dans les entreprises ;

— remise en cause de l'existence de métiers et de formation spécifiquement féminins, qui accentuent la surexploitation des femmes ;

— suppression de la loi Royer sur l'apprentissage ;

— droit à la formation aussi bien scolaire que permanente continue, échappant à la privatisation contrôlée au niveau du contenu et des formes d'enseignement par les travailleurs ; réservation d'une part importante obligatoire du temps de travail à la formation.

#### III — Pouvoir d'achat

— augmentations uniformes, garantissant l'accroissement du pouvoir d'achat de la classe ouvrière ; remettant en cause par leur nature l'exploitation des travailleurs, le système hiérarchisé des rémunérations, la division sociale et technique du travail ;

— salaire minimum à 1 700 F,

— carte de transport gratuite,

— publication des salaires réels,

— suppression de la TVA sur les produits de première nécessité,

— contrôle populaire sur les prix.

Prioritairement, dans la période actuelle, le PSU engagera la lutte :

- sur l'emploi et l'organisation de ceux qui sont victimes du chômage,
- sur des augmentations uniformes.

On nous rebat les oreilles, à la longueur de journée, avec l'énergie nucléaire. Mais le dossier de l'E.D.F. est-il aussi bon qu'il y paraît ? Il ne le semble pas, si l'on en croit le dossier des Amis de la Terre dont nous poursuivons la publication, commencée dans le n° 637 de TS. Ce choix nucléaire comporte, en effet, des dangers sérieux : radioactivité, risques d'accidents, accumulation des déchets. TS reviendra, prochainement, sur l'ensemble des problèmes énergétiques.

## La radioactivité

En France, la propagande affirme que les centrales nucléaires sont moins dangereuses que les cadrans lumineux de montres, ou qu'elles dégagent une radioactivité inférieure aux terrains granitiques. C'est oublier que le danger des radiations est lié aux propriétés physiques et chimiques des corps radioactifs, à l'intensité et au type de rayonnement qu'ils émettent et à leur comportement dans la biosphère. C'est omettre que l'industrie nucléaire ne se borne pas aux centrales proprement dites, mais que, depuis l'extraction du minerai jusqu'au retraitement du combustible, toutes les étapes sont source de pollution radioactive. C'est préjuger enfin des techniques utilisables, de leur fiabilité, et du prix qui sera consenti pour garantir que cette pollution sera minime. Au reste, la radioactivité n'est jamais inoffensive, même lorsqu'elle est d'origine naturelle.

Aux Etats-Unis, le débat est tout autre : (...), tout le monde est d'accord pour reconnaître que l'industrie nucléaire provoquera des cancers et des affections diverses. Reste à savoir combien, et surtout si les avantages procurés par les centrales justifient cet accroissement de la maladie.

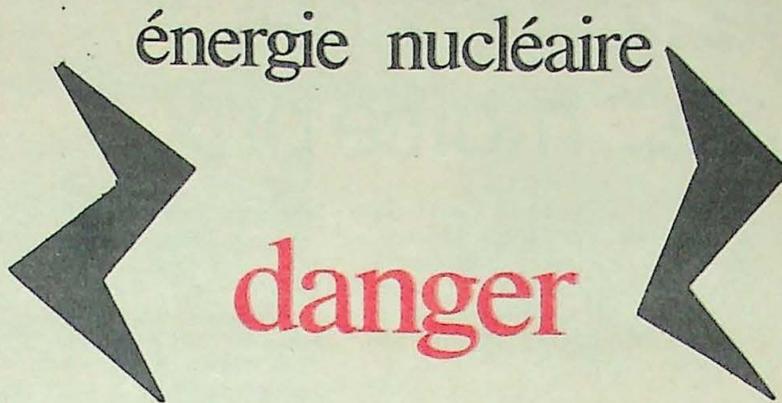
Les recherches se poursuivent dans plusieurs directions :

— Quels sont les effets de faibles doses de radiations ? Faut-il s'inquiéter des observations des docteurs Petkau et Scott qui ont établi que les membranes de certaines cellules humaines étaient endommagées plus facilement par des expositions faibles, mais continues, aux radiations ; ou faut-il, avec le professeur Pellerin du SCPRI s'opposer à toute révision en baisse des normes admises ?

— Quel est le trajet des radionucléides dans l'environnement et le processus de leur concentration éventuelle ? Des chercheurs des laboratoires Batelle aux Etats-Unis viennent de découvrir que le plutonium, contrairement à toutes les idées admises, était absorbé par les racines des plantes et pouvait donc d'autant plus facilement emprunter les chaînes alimentaires.

— Quels sont les moyens techniques pour réduire au minimum les effluents radioactifs des installations nucléaires ?

Les promoteurs du nucléaire se vantent d'une histoire sans histoire.



Il est vrai que cette jeune industrie n'a pas connu de catastrophes majeures, semble-t-il, et c'est tant mieux.

En revanche les incidents sont légion, et, dans un domaine où le secret est la règle, il est difficile de distinguer clairement l'incident de l'accident ou d'apprécier les conséquences des rejets imprévus de substances radioactives qui ont déjà eu lieu.

## Les accidents

Les querelles d'experts ressemblent un peu à des dialogues de Molière où les mots latins seraient remplacés par des exposants : rapports Wash-740, -1250, MIT-Rasmussen, MIT-Kendall-Ford, enquêtes sur les systèmes de refroidissement de secours (ECCS), etc... Y aura-t-il un accident grave tous les mille, dix mille ou cent mille années-réacteur ?

En réalité, nul ne le sait car l'expérience accumulée jusqu'ici ne porte que sur une centaine d'années-réacteur, mais avec des modèles différents, des puissances plus faibles, et un rythme de construction plus lent que ce qui est décidé aujourd'hui.

En France, les problèmes de sécurité semblent sous-estimés. On ne considère pas que la cuve puisse se rompre, contrairement aux Anglais ou aux Américains, et c'est pourquoi les enceintes sont plus simples ici qu'à l'étranger. La construction des centrales est insuffisamment contrôlée et les sites choisis sont parfois surprenants (Gravelines).

A chacune des trois « barrières » d'une centrale nucléaire à eau légère, des problèmes demeurent, la « densification » et la rupture des gaines, la « rupture fragile » d'une cuve ou d'une tuyauterie primaire, la coïncidence entre une dépressurisation du circuit primaire et la rupture de quelques tubes du générateur de vapeur, etc. Mais surtout les défaillances humaines sont à craindre (comme à Saint-Laurent-des-Eaux) ou les actions terroristes décrites aux USA par Willrich et Taylor.

Ici encore l'arbre, (la centrale), cache la forêt (l'ensemble de l'industrie nucléaire), car des accidents survenant dans les usines d'enrichissement et surtout de retraitement du combustible pourraient être plus graves que dans les centrales. De façon générale, une routine négligente peut se révéler plus dangereuse qu'un accident spectaculaire...

En tout cas, l'actualité ne cesse de faire surgir de nouveaux problèmes : nuage de tritium à Savannah River, fuites au centre de retraitement de



Hanford, fissures dans le circuit de refroidissement de centrales « bouillantes », démission d'un responsable de l'AEC chargé de la sécurité, explosion dans un surrégénérateur soviétique, refus en Grande-Bretagne des centrales à eau légère...

## Les déchets

Aux dires des propagandistes de l'industrie nucléaire, la question des déchets est délicate, mais les solutions retenues sont satisfaisantes. Des documents à diffusion restreinte permettent toutefois d'avoir une idée plus juste des problèmes qui restent à résoudre.

Les déchets les plus préoccupants sont les produits de fission des réacteurs, et parmi ceux-ci, les déchets de haute activité et de longue période, par exemple le strontium 90 et le césium 137 qui requièrent un stockage de plusieurs centaines d'années, et les transuraniens qui exigent un stockage pour ainsi dire perpétuel. Un problème particulier est lié à la présence en quantités importantes de tritium et de krypton 85 dont les périodes sont voisines de la décennie et que l'on ne pourra continuer à rejeter dans l'environnement.

C'est le développement massif de l'industrie nucléaire qui donne une

dimension considérable au problème des déchets. Si l'on admet que 200 000 MWé seront installés en France en l'an 2000, il faudra alors traiter et stocker plusieurs centaines de milliers de mètres cubes de déchets divers, sans compter les installations déclassées, dont environ 2 000 m<sup>3</sup> de déchets de haute activité, représentant des milliards de curies d'activité.

Ces chiffres sont très approximatifs et ne tiennent compte ni des déchets supplémentaires dus aux accidents, ou provenant de centrales étrangères (traités à la Hague), ni d'un accroissement de volume qui serait dû à la mise en service de surrégénérateurs ou à un recyclage de plutonium

En ce qui concerne le traitement, les recherches sont poursuivies : — pour solidifier les déchets liquides dont le stockage est trop complexe sous cette forme. La vitrification donne des espoirs : mais, outre les difficultés de l'opération, la tenue à long terme des verres est incertaine ; — pour mieux séparer les différents déchets, notamment pour isoler les émetteurs alpha à longue période. Jusqu'ici, seul le plutonium est retiré des déchets et non les autres transuraniens. Or le taux de récupération de plutonium atteint péniblement 99%, ce qui signifie qu'en l'an 2 000, pour une production annuelle de 200 à 300 tonnes de plutonium, 2 à 3 tonnes se retrouveront dans les boues et déchets solides ; — pour retenir les déchets gazeux actuellement évacués dans l'environnement.

Quant au stockage, de nouveaux espaces doivent être trouvés (La Hague sera saturée vers 1998), et le stockage « définitif » doit être assuré... Ce sont vraisemblablement les mines de sel ou des formations géologiques (couches de granit, basalte, argile), qu'on chargera de cette mission ; encore que l'on s'inquiète des conséquences de la chaleur dégagée par les déchets, même vitrifiés ou bitumés. Bien entendu, il n'est pas possible de garantir la tenue ni la sécurité de ces déchets pendant les millénaires requis... Au demeurant, il s'agit d'un problème qui dépasse le cadre technique : outre l'héritage empoisonnant que nous transmettons à nos descendants, la production de déchets radioactifs est fondée sur l'illusion d'une société parfaitement stable...

## LA CHINE à domicile avec

« Pékin Information » (hebdomadaire) 21 F par an  
 « La Chine » (mensuel illustré) 17 F par an  
 « La Chine en construction » (mensuel) 14 F par an  
 « Littérature chinoise » (trimestriel) 6,80 F par an

Abonnements à  
 LIBRAIRIE LE PHENIX  
 72 bd de Sébastopol 75003 Paris

# Italie : on achète, on paie... moitié prix

Lors du congrès d'Amiens, Vittorio Bellavite, secrétaire de la fédération de Milan, et membre de la Direction politique nationale du PDUP, a bien voulu répondre à nos questions sur le « mouvement d'autoréduction » (1) des tarifs publics en Italie et ses conséquences tant au niveau syndical que politique.

**TS - Comment le mouvement a-t-il commencé ?**

**Vittorio Bellavite :** Dès 1969-1970, la CISL avait lancé démagogiquement le mot d'ordre d'autoréduction des tarifs publics. Il a fallu attendre septembre 1974 pour qu'il soit repris, dans une conjoncture inflationniste (hausse annuelle des prix : 24 %) à la suite du doublement du tarif de l'électricité et de l'augmentation des tarifs des transports publics. A Turin, la CGIL-UIL a pris directement en charge la lutte. Le PDUP est intervenu dans les conseils d'usine pour généraliser le mouvement.

**TS - Quelle forme concrète la lutte a-t-elle prise ?**

**V.B. -** Les usagers payaient la moitié du montant des factures de gaz et ils y apposaient un cachet portant la mention « avec l'autorisation de la CISL-UIL ». Parfois, comme à Milan, le PDUP a recueilli des signatures pour demander aux syndicats de prendre en charge la lutte. C'est à Turin que celle-ci fut la plus intense : 130 000 factures furent collectées (l'ENEL y perdit plus de 2 milliards de lires) : mais la CGIL turinoise s'était démarquée de l'attitude, très hostile, de sa direction confédérale. Hors de Turin, il y eut peu de luttes dans les campagnes et dans le Mezzogiorno. Sauf à Vérèse et Trente.

**TS - Quelle a été l'attitude du pouvoir ?**

**V.B. -** L'ENEL a envoyé des lettres de menace qui sont restées inefficaces. La mobilisation a en effet largement dépassé la couche des syndiqués et atteint des

travailleurs votant pour la Démocratie-chrétienne. Les ouvriers de l'ENSEL ont d'ailleurs refusé de pénaliser ceux qui ont payé la moitié seulement de leur facture et ne leur ont pas coupé le courant.

**TS - Quel bilan politique peut-on en tirer ?**

**V.B. -** Il ne peut être que provisoire. Nous pouvons mobiliser les masses sur des objectifs directs. Mais nous sommes encore incapables d'entraîner l'ensemble des organisations syndicales. Pourtant la force du mouvement a montré les capacités potentielles d'intervention des masses dans les choix économiques. Tous les mécanismes de détermination des tarifs publics ont été touchés, notamment aux niveaux régional et municipal, comme à Palerme où 200 000 travailleurs ont manifesté contre le projet d'augmentation du tarif des transports.

C'est une forme de lutte particulièrement adaptée à la situation de crise que traverse l'Italie ; toutefois elle correspond à un niveau inégal de conscience politique, plus mûre dans le nord industriel que dans le Mezzogiorno. Ceci s'explique aussi par les réticences syndicales.

**TS - Quel a été le rôle spécifique du PDUP dans l'animation de la lutte ?**

**V.B. -** Objectivement, le rôle du PDUP a été déterminant. Il a d'ailleurs été surnommé à cette occasion le « parti de l'autoréduction » et même le « parti de la facture ». Il a tenté de mobiliser les organisations syndicales, d'aider au contrôle de la lutte par les masses tout en se refusant à en mythifier le contenu et les modalités.

**TS - Quelles attitudes les autres forces politiques ont-elles prises ?**

**V.B. -** A l'extrême gauche, **Avanguardia Operaia** et **Lotta Continua** ont essayé d'animer la

lutte à partir de comités autonomes qui, objectivement, étaient anti-syndicaux et menaient des actions irresponsables. Le PCI et la CGIL ont compris la valeur politique de cette lutte. Toutefois, la CGIL de Milan a tenté de limiter l'action du PDUP au sein des syndicats et est même intervenue assez maladroitement auprès de la CISL pour que cette confédération réduise le rôle du PDUP en son sein. La révélation de ces manœuvres bureaucratiques (dans **Il Manifesto**) a provoqué un tel scandale que la direction nationale de la CGIL a dû blâmer officiellement sa section milanaise. Quant au parti socialiste, il s'est souvent contenté d'une attitude gauchiste de façade, oscillant selon les endroits de l'hostilité à la participation.

**TS - Dans l'avenir, peut-on prévoir la réapparition de telles formes de lutte ?**

**V.B. -** Pas dans le secteur privé : il y a eu toutefois des actions directes à Naples sur les magasins de pâtes alimentaires. Quant au secteur public, les luttes peuvent avoir d'autres débouchés, notamment sous forme de négociations. Il faut relativiser l'importance du mouvement d'autoréduction notamment par rapport à l'ampleur de la dernière grève générale sur les salaires. Le mouvement d'autoréduction prend toute sa valeur s'il est intégré dans l'ensemble de la lutte ouvrière.

Ce fut en tout cas une lutte payante, immédiatement efficace, qui dans l'esprit de la classe ouvrière italienne a contrasté avec une longue suite de grèves inefficaces.

Propos recueillis par  
A. Chataignier

(1) Le PDUP réfute l'expression de « désobéissance civile » (employée notamment par **Le Monde**). Il considère en effet qu'il ne s'agit pas d'une attitude morale mais d'une action directe, d'une lutte de masse.

## Giscard a peur du peuple

Aux Antilles, un président de la République qui a eu « peur du peuple » et a escamoté sa visite à la mairie d'Aimé Cé-



saire : le comité de coordination pour l'autodétermination des DOM-TOM, qui regroupe les forces progressistes des DOM-TOM et les partis, mouvements et syndicats de la gauche française — PSU compris —, a souligné dans une déclaration que les promesses du pouvoir d'améliorer le statut départemental ne sauraient répondre à la situation réelle de ces pays. La poussée autonomiste y grandit chaque jour en raison même de l'incapacité de l'économie post-coloniale à dépasser son propre schéma d'exploitation.

## Espagne

### Un automne chaud

Dans le contexte politique espagnol qui se modifie avec rapidité, le mouvement de grèves qui se développe en Espagne, et notamment en Pays Basque et en Catalogne, prend une signification nouvelle, à la fois dans ses modes de développement, et dans ses objectifs politiques avoués.

Depuis quelques années, à l'occasion des renouvellements des conventions collectives, un certain nombre de grèves avaient

lieu à l'automne, souvent réalisées à l'invitation des « commissions ouvrières » qui étaient reconnues de fait par une partie du patronat. Au bout du compte la négociation passait, ou ne passait pas, par les syndicats officiels — les « syndicats verticaux » — et le compromis passé était légalisé. Cette description, pour être schématique, rend compte de l'essentiel. Peu à peu, on s'acheminait vers une certaine reconnaissance des organisa-

tions en cause, et, en tout état de cause, à l'acceptation de cette situation.

Sous la pression des ultras, et notamment de l'ancien ministre du Travail de Franco, José Maria Guon, le gouvernement veut mettre fin à ces pratiques, et, de ce fait, s'attaque durement, et même frontalement, aux organisations de type syndical que la classe ouvrière était en train de se forger.

C'est contre cette répression que des grèves tournantes, dépassant le cadre strictement revendicatif, sont menées par des milliers de travailleurs et touchent de nombreuses branches

(métallurgistes, mais aussi barques), et de nombreuses régions. Leur coordination montre que la prise de conscience de la nécessité de développer l'organisation des luttes progresse rapidement. La répression accrue se heurte à une résistance vigoureuse.

### La lutte contre la répression

Cet aspect des luttes en cours prend même le devant de la scène. En effet, de nombreux mouvements de grève ont, pour mot d'ordre central, la libération

# En bref international

## ● Afrique blanche : le début de la fin ?

On dirait que l'occupation blanche au sud du continent africain a du plomb dans l'aile. Depuis le coup d'Etat militaire au Portugal, les événements s'enchaînent en Afrique australe à toute vitesse, soulignant d'importantes modifications dans les rapports de force. Dernier en date : le compromis que le gouvernement rhodésien a finalement été obligé de passer avec les nationalistes rhodésiens et les chefs d'Etat de Tanzanie, Zambie et du Botswana. Pour Yan Smith, il s'agit avant tout de sauver les meubles, de limiter les dégâts pour les 300 000 Blancs du pays. En échange de l'acceptation du cessez-le-feu et d'un droit de vote pour 600 000 d'entre eux (sur 5 millions), les Africains obtiennent d'agir à visage découvert, d'occuper une place importante (et sans doute rapidement prépondérante) au sein des institutions, et de se faire plus facilement entendre à l'extérieur du pays. Un risque de taille cependant : que les dirigeants noirs élus au suffrage censitaire soient surtout des notables et des bourgeois africains plutôt que les représentants des classes populaires.

## ● Bolivie : Barbie chez les siens

Pas moyen décidément « d'avoir » Altman, alias Klaus Barbie, l'ancien chef de la Gestapo lyonnaise. La bataille de procédure qui dure depuis deux ans tourne à la farce. Sous prétexte qu'il n'existe pas de convention d'extradition franco-bolivienne, La Paz refuse de lâcher « son » ressortissant. Pourtant, ajoute-t-on là-bas, le président Banzer n'est pas obligé de suivre les avis de sa Cour suprême... Et pendant ce temps, Barbie fait une nouvelle fois ses valises : destination Paraguay ou Uruguay, histoire d'attendre que ce nouvel orage passe. Pompidou et maintenant Giscard n'ont jamais été trop pressés, eux non plus, d'en finir : ils auraient pu faire enlever l'ancien criminel de guerre par leurs sbires du SDECE comme De Gaulle l'avait fait avec Argoud ou les Israéliens avec Eichmann. Mais, quel problème ensuite pour les ventes d'armes et autres échanges juteux. Or il ne manque pas de pays en Amérique latine où le lobby néo-nazi a partie liée avec les dirigeants au pouvoir et peut se considérer comme au-dessus des lois. Mieux vaut donc se hâter lentement ! Altman-Barbie est habitué : après la guerre, il a travaillé tranquillement pour la CIA, puis pour le réseau allemand « Gehlen », avant d'entrer dans les affaires. Il n'y a aucune raison pour que ça ne continue pas...

## ● Comores : bientôt à l'ONU

Dans quelques jours, référendum aux Comores. Avec un résultat acquis d'avance : un plébiscite pour l'indépendance, y compris à Mayotte, cette île que les nostalgiques de l'Empire ont présentée comme le dernier carré de la francophilie militante. Giscard a renoncé à traîner ces casseroles, véritables abcès de fixation, qu'auraient constitué une ou plusieurs îles détachées de l'archipel et finalement impossibles à contrôler. Intelligent calcul : l'indépendance réclamée depuis des années par le Mouvement de libération des Comores (MOLINACO), longtemps exilé à Dar-es-Salam, c'était un départ sans retour, pour la France et la poignée d'industriels de la plante à parfum qu'elle maintient là-bas ; mais l'indépendance version Abadallah (le président du conseil de gouvernement des Comores), c'est du gâteau, des liens d'amitié garantis, une bonne situation néo-coloniale comme De Gaulle a si bien su les fabriquer en Afrique en 1958. Avec, en prime, pour compenser la concession sur Mayotte (référendum « global » et non « île par île »), une base militaire française supposée garantir les droits « régionaux » des Mahorais. En fait destinée surtout à assurer une présence stratégique française dans un îlot situé au beau milieu de la route du pétrole. Tout ça, sans les soucis de la colonisation directe !

## ● Chili : le MIR continue

Le MIR chilien n'est pas mort et la résistance continue. On avait tôt fait d'enterrer le mouvement avec son chef, Miguel Enriquez, mort le 5 octobre. Et d'en déduire qu'après une année, la résistance avait dû laisser le terrain. La nouvelle, complaisamment répandue par la junte et certains journaux, que les animateurs du MIR se réfugiaient les uns après les autres à l'Ambassade d'Italie, avait achevé de semer le trouble. Edgardo Enriquez, avec Carmen Castillo (la compagne de Miguel) a remis récemment les choses au point : si le MIR a été gravement touché, c'est qu'il a dû « assumer des responsabilités qu'il n'aurait pas voulu prendre seul ». L'unification de la gauche a trop traîné, à son avis, parce que les formations de l'unité populaire attendaient une hypothétique revirement des chrétiens-démocrates ; le MIR s'est donné un nouveau secrétaire général, en la personne d'Andres Pascal Allende, neveu du président assassiné ; un seul leader du Mouvement, Humberto Sotomayor, s'est effectivement réfugié à l'Ambassade d'Italie, et il a été expulsé du MIR pour cette raison. La mère de Pascal Allende a été arrêtée, et on est sans nouvelles d'elle. Quant à la ligne du mouvement : « Pas question, souligne Edgardo Enriquez, chef de la commission extérieure de son parti, de prendre une position de repli ; mais pas davantage de s'engager dans des actions désespérées ».

Ph. M. ■

des emprisonnés politiques. Cela est particulièrement sensible en Pays Basque et en Catalogne, où le problème national, et l'activité des organisations, amènent de nouveau le pouvoir à rechercher toutes les formes d'intimidation et de répression. A Bilbao, cinq cents personnes se sont enfermées dans une église pour exiger la libération de l'ensemble des prisonniers politiques. Celle-ci concerne tout particulièrement Eva Forest, Antonio Duran, et leurs camarades, emprisonnés et sauvagement torturés à la suite d'une provocation policière, les prisonniers basques de ETA qui font la grève de la faim dans leur prison.

La dimension de ces luttes et l'attitude prise récemment par l'Eglise demandant que soit reconnue la liberté d'association, introduisent une dynamique nouvelle, sans qu'il soit pour autant possible, à ce jour, de formuler un pronostic, ou d'esquisser l'issue politique de cette situation. Mais, en tout cas, la lutte contre le plan de répression est devenue un des éléments unifiants de la lutte contre le régime, et motive des couches de plus en plus larges.

Etait-ce pour éviter cette situation, était-ce pour assurer son propre devenir, était-ce encore

parce qu'il avait enterré Franco un peu avant l'heure ? Arias Navarro a laissé croire un temps qu'une certaine libéralisation de la vie politique était non seulement possible mais souhaitable.

## Le vieillard et le sérail

La réaction du sérail de Franco, (famille, courtisans, prébendés) a été très vive : de même celle de la police qui craint de subir le même sort que la PIDE portugaise. Elle

s'est immédiatement traduite par une mise au pas de tous les partisans, sincères ou calculateurs, d'une certaine libéralisation.

Du coup, la question posée à toute l'opposition tend à se simplifier. In passage pacifique vers une démocratie bourgeoise, est-il possible ? Ou, au contraire, sera-ce l'affrontement, de quel type et pour quoi faire ?

Nombre d'inconnues subsistent. Et les cas de figure nourrissent abondamment la réflexion de toutes les organisations. Pas pour longtemps. Le temps est venu de se déterminer et d'agir.

Marc Echeverry ■

Avec plus de 15,2 millions de véhicules, la France possédait au 1er janvier 1972 le quatrième parc automobile du monde après les Etats-Unis (113 millions), le Japon (20 millions) et l'Allemagne Fédérale (un peu moins de 17 millions). En 1973, notre production a dépassé le chiffre de 3 220 000 véhicules. La même année, un peu plus de 60 % des ménages français possédaient une voiture et 10 % en possédaient deux. Enfin, un Français sur 10 vit actuellement, soit directement, soit indirectement, de l'automobile.

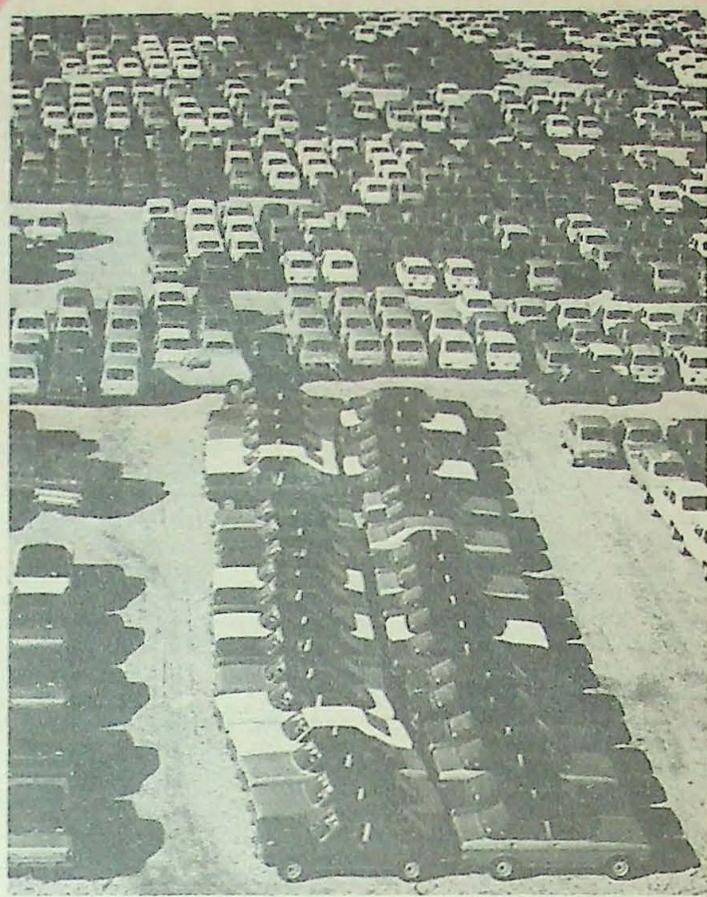
Ces quelques chiffres, dont la valeur est indicative, révèlent le poids d'un secteur industriel qui domine largement l'expansion économique de notre pays. La crise énergétique a été le premier grand révélateur des faiblesses d'une croissance bâtie sur la production de masse d'un bien de plus en plus envahissant et éphémère : le nombre de véhicules construits dans le monde en 1973 s'établit à 38,36 millions : mis bout à bout, cela représente 200 000 kms, soit près de cinq fois le tour de la terre.

Absurdité, incurie des responsables ? Ces qualificatifs — dont on use et abuse pour rendre compte des inconvénients et des nuisances qu'engendre le développement démesuré de l'automobile — ne permettent pas de déceler les causes fondamentales de cet envahissement. L'absurdité de la situation actuelle n'est que le résultat de l'absence de contrôle social sur les activités industrielles des pays capitalistes en général et du nôtre en particulier.

Il en résulte qu'aujourd'hui que les travailleurs (notamment dans les grands centres urbains) ne voient guère comment ils pourraient se passer de voiture et ils ont raison. En effet, le capitalisme nous a tous enfermés dans un carcan dont il est difficile de sortir, tout au moins à court terme. L'éloignement des lieux de travail, l'éclosion de zones commerciales, de centres de loisirs, non desservis par les transports collectifs, l'orientation enfin des investissements vers les équipements routiers au détriment, par exemple, du chemin de fer, rendent l'utilisation de l'automobile indispensable.

Les grandes opérations de restructuration engagées par Giscard, loin de freiner ce processus, permettent, en utilisant le spectre du chômage, de sortir les monopoles de l'automobile de leurs difficultés actuelles et de leur frayer la voie à de nouvelles activités génératrices de profits élevés.

Ainsi, l'Etat vient d'accorder un prêt d'un milliard de francs à Peugeot qui sauvera Citroën de la faillite et de 450 millions de francs à Renault-Saviem qui prendra le contrôle de Berliet. Ce témoignage « sans précédent » du libéralisme giscardien est apparemment contradictoire avec la « générosité »



## Où va l'automobile ?

manifestée par le gouvernement face aux revendications des postiers. En réalité, il s'inscrit dans une perspective de restructuration industrielle qui permet notamment de remplir généreusement les caisses momentanément en difficulté de Michelin et Peugeot, mais qui ne garantit ni l'emploi des travailleurs ni l'avenir de ce secteur industriel.

La réduction autoritaire des horaires de travail, les menaces de licenciement qui pèsent sur des milliers d'ouvriers, ne sont pas écartées. Au contraire, l'adaptation de l'offre à la demande sera poursuivie dans un souci de bonne gestion, sans que soient remis en question les facteurs qui ont engendré la crise actuelle.

Depuis le début de l'année, la diminution des effectifs de l'industrie automobile s'établit à près de 13 000 salariés, dont la moitié chez Citroën. Alors que cette même firme a prévu de licencier 2 700 personnes avant la fin de l'année, la firme Chrysler se débarrassera de près de 3 800 salariés et Peugeot d'un peu moins de 4 900.

A cela s'ajoutent les journées de chômage partiel dont l'importance varie d'un constructeur à l'autre, notamment en fonction de la puissance des organisations ouvrières qui y sont implantées. Au total, plus de 121 700 salariés ont été forcés de

chômer durant des périodes allant d'un jour aux usines de Renault-Billancourt à dix jours aux usines Citroën (où la CFT est majoritaire).

Face à cette politique de la bourgeoisie dont la ligne est moins hésitante que ne le prétendent certains technocrates socialistes, soit fraîchement convertis, soit tardivement reconvertis à l'alternative social-démocrate, la riposte de la gauche ne répond pas complètement à la gravité de la situation. Certes, la nationalisation de Citroën proposée par le PCF et la CGT permettrait de préserver l'avenir immédiat des salariés, à condition qu'elle s'effectue dans le cadre d'un gouvernement d'unité populaire.

Des aménagements tels que la réduction de la semaine de travail à 40 heures sans perte de salaire, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'augmentation des congés payés qui pourraient en résulter, permettraient de limiter la production sans licenciement. Ces mesures, dont l'importance est évidente pour les salariés concernés, contribueraient parallèlement à ne pas grossir les stocks des constructeurs : paradoxalement, la production de fin d'année de la Régie Renault sera plus importante que celle prévue par la direction en raison de la diminution de l'absentéisme. Ceci l'entraîne à agiter la menace de nouvelles journées de chômage partiel. En d'autres termes, quand les affaires vont

bien, il faut produire : quand elles vont moins bien, la direction table sur l'absentéisme pour mieux justifier les licenciements.

Cependant, ce type de solution — qui stigmatise le gaspillage des deniers publics et permet d'envisager grâce à la nationalisation une rationalisation de la production — n'est pas suffisant. Cette démarche n'est au mieux guère différente de celle préconisée par une fraction avancée non négligeable de la bourgeoisie, de plus en plus favorable à la nationalisation.

Il ne suffit pas de poser le problème des restructurations de l'automobile en termes uniquement économiques. Si l'objectif de la défense et du maintien de l'emploi est fondamental dans l'immédiat, il faut aussi que la nationalisation signifie, pour la classe ouvrière, une transformation profonde de ses conditions de travail et d'existence. Les travailleurs doivent imposer de nouvelles orientations des activités de production, comme cela a été le cas chez Fiat grâce au renforcement de la production destinée aux transports collectifs.

En définitive, poser le problème en ces termes, ce n'est point attaquer l'automobile. C'est simplement admettre que la crise actuelle est structurelle et que l'utilité et le rôle de l'automobile devront être repensés en fonction de l'intérêt collectif des travailleurs et à la lumière des inconvénients qu'engendre de plus en plus son développement incohérent et anarchique.

Le programme commun envisage un « nouveau » développement de l'automobile, mais le socialisme devra apprécier ce développement en fonction de l'intérêt populaire. Encore faut-il le dire clairement dès aujourd'hui.

Gilbert Estève ■

**TEP**  
direction guy rollet  
théâtre national

BERTOLT BRECHT  
**L'Opéra de Quat'Sous**

location pour les fêtes  
13 jours à l'avance

AU PETIT TEP  
**Brocabrie**

Dernière le 31 décembre

17 rue Malte-Brun 75020 Paris  
M° Gambetta - tél 636.79.09